

MATHIAS BENGUIGUI



## MUNICIPALES Pour la gauche, comment garder Paris ?

PAGES 8-11

## TÉMOIGNAGES Les sexologues victimes de harcèlement

PAGES 12-13

## «THE INSIDER» Soderbergh, l'agent double de Hollywood

ET TOUTES NOS CRITIQUES, PAGES 22-27

# Libération



SARAH MEYSSONNIER - AFP

# MACRON REPREND DU GALON

Ukraine, réarmement, défense européenne... Le Président, qui réunissait mardi une trentaine de chefs d'état-major étrangers, voit sa popularité grimper à mesure que s'accroissent les tensions avec la Russie. **PAGES 2-4**

(PUBLICITÉ)

## HÉROÏNES ET HÉROS DU MONDE ARABE

بطولات وأبطال من العالم العربي

71<sup>e</sup> ÉDITION  
14-15-16  
MARS  
2025

LES JOURNÉES DE L'HISTOIRE  
DE L'INSTITUT DU MONDE ARABE  
ARCES LIÈGE SUR RESTAURATION • [IMARABE.ORG](http://IMARABE.ORG)



M 00135 - 312 - F - 2,80 €

## ÉDITORIAL

Par  
ALEXANDRA  
SCHWARTZBROD

## Légitimité

Il y a deux mois encore, personne n'aurait parié sur le retour en grâce d'Emmanuel Macron. Les premiers pas de François Bayrou à Matignon

étaient laborieux et le chef de l'Etat ne savait plus quoi imaginer pour stopper sa glissade dans les sondages et reprendre la main après sa dissolution ratée. Des référendums pour permettre aux Français de «trancher des sujets déterminants» comme il l'avait suggéré lors de ses vœux ? Rien qui permette vraiment d'entrevoir une embellie. Et puis soudain le président américain a abandonné l'Ukraine à Vladimir Poutine et lâché l'Europe

comme une vieille chaussette trouée. Macron s'est retrouvé non seulement une mission mais aussi une légitimité. Lui qui avait inauguré son premier mandat sur les notes de l'hymne de l'Union européenne a aussitôt enfilé son costume de chef de guerre. Président du seul pays de l'UE à détenir l'arme nucléaire et donc seul à même de dissuader un ennemi de s'en prendre au pays, il a endossé en quelques heures le rôle de leader européen, n'ex-

cluant pas de faire profiter ses partenaires de son «parapluie nucléaire» et relançant cette défense commune pour laquelle il milite depuis des lustres, seul face aux oppositions. Cette fois, devant la peur inspirée par le duo Trump-Poutine, personne ne moufte vraiment, ou alors *mezza voce* car l'opinion est majoritairement en faveur du soutien à l'Ukraine. Macron a compris qu'il tenait là de quoi redorer son image et affaiblir ses adversaires politi-

ques, notamment le RN pris en tenailles entre ses sympathies trumpistes et sa grande indulgence pour la Russie de Poutine. Le chef de l'Etat en profiterait-il, au prétexte qu'il faut financer le réarmement du pays, pour étouffer le débat renaissant sur l'opportunité de sa sacrosainte réforme des retraites et affaiblir le modèle social ? Ce serait dommage. Et un jeu périlleux. L'opinion a peur mais elle sait reconnaître une entourloupe. ♦

# Emmanuel Macron

## Sa meilleure attaque, c'est la défense

Après une longue période de disette, le chef de l'Etat a repris la main sur les événements et redoré son image dans un contexte international troublé par la guerre en Ukraine. En multipliant les initiatives, il redevient aussi une cible, notamment pour les médias du groupe Bolloré.

Par  
JEAN-BAPTISTE  
DAOULAS et LAURE EQUY

Tuelle en main, Emmanuel Macron a ajouté mardi son parpaing au futur siège de la DGSI à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis). «Protéger les Français», énonce l'inscription surplombant la maquette du site où la Direction générale de la sécurité intérieure doit s'établir en 2029. Alors que les «menaces», «terroristes» et «géopolitiques», pèsent, le Président entend prendre en main ce vaste programme. Après la visite de chantier, le revoilà sur le dossier ukrainien. Les Européens ne sont pas dans les pourparlers entamés mardi en Arabie Saoudite entre responsables ukrainiens et américains. Mais il la joue, au même moment, puissance invitante en passant une tête à la réunion de la trentaine de chefs d'état-major chargés de plancher sur les garanties de sécurité à apporter à Kyiv en cas de cessez-le-feu avec la Russie. Lundi, le chef de l'Etat rencontrait son homologue moldave, Maia Sandu, aux avant-postes de la menace russe et il doit

s'entretenir ce mercredi avec le président ouzbek, Chavkat Mirziyoyev, qu'il souhaite éloigner de la sphère d'influence de Poutine. Cet agenda diplomatico-militaire s'inscrit, selon un proche du président de la République, dans une «bataille de communication» pour arroser l'opinion d'explications sur le grand chamboule-tout géopolitique. C'était l'objectif de sa prise de parole, au soir du 5 mars : «Au-delà de l'Ukraine, la menace russe est là», assène le Président, depuis la salle des fêtes de l'Elysée, accélérant le débit, alors qu'il enregistrait son allocution à 19 h 40, sans deuxième prise possible. Mais depuis une semaine, Macron croule sous les critiques des médias Bolloré, ses chroniqueurs dénonçant, sur CNews, Europe 1 et dans le JDD, ce qu'ils considèrent comme une surenchère belliqueuse et une instrumentalisation de la peur. «On est les derniers va-t-en-guerre de la planète. Il est à contresens», affirme Philippe de Villiers sur CNews. «Comment on arrive à instrumentaliser les peurs comme le Covid ?» a accusé Christine Kelly la semaine dernière, tandis que

Laurence Ferrari cite Machiavel : «Celui qui contrôle la peur des gens devient le maître de leurs âmes.» Mardi, au siège de la DGSI, Macron a répondu à ceux qui «remettent en cause la menace géopolitique. Le Président inventerait la menace russe [...]». Parfois, ils ont d'autres obsessions. Ces gens-là n'ont pas suivi l'actualité, manifestement. Quelques minutes plus tard, Marine Le Pen moque sa «télé-diplomatie» depuis Flamanville (Manche) : «Tout le monde a vu qu'il jouait avec les peurs.»

## FLOU ÉPAIS

Les éditorialistes et autres pensionnaires de la «bollosphère» croient, eux, avoir débusqué un plan du chef de l'Etat pour se maintenir au pouvoir après 2027 ou carrément mettre la main sur l'Union européenne. «Comme il y a un calendrier d'Emmanuel Macron qui ne fait pas mystère qu'il voudrait diriger l'Europe, on est déçants», suspecte Pascal Praud mardi sur Europe 1, tandis que Michel Onfray développait, le 8 mars sur CNews, ce scénario complotiste : «Que va devenir ce monsieur qui, après la banque

Rothschild, a été deux fois président ? Il peut espérer faire en sorte que l'Europe devienne un Etat, qu'il y ait un chef de cet Etat et qu'il puisse être le chef.» L'Elysée veut faire peur, a titré en page 2 le JDD dans sa dernière édition, imputant la formule à l'entourage présidentiel. Découvrant l'édition en ligne le samedi soir, Macron s'est agacé et a réclamé un communiqué. Ses équipes y démentent les propos qui lui sont prêtés et appellent, «en cette période grave», à «veiller au respect de la parfaite véracité des faits». Riposte tardive quand la macronie se presse dans les colonnes de l'hebdo repris en main par Bolloré depuis dix-huit mois. Le travail de sappe des relais de la Russie reste limité : 52% des Français ont jugé l'allocution du 5 mars convaincante, selon un sondage Toluna-Harris Interactive. D'après l'Ifop, ils approuvent à 68% une hausse du budget de la défense. «La patrie a besoin de vous», a martelé Macron. Mais pour faire quoi ? Soudieux de ne pas brouiller son message, le Président s'est gardé de faire des annonces claires sur l'effort demandé aux Français. Quid du

«pacte entre la nation et nos armées», qu'il compte «consolider» ? Formation de l'ensemble de la population, ou simplement de la jeunesse, face aux menaces hybrides ? Refonte du service national universel, extension de la réserve opérationnelle ? L'Elysée botte en touche en attendant des propositions du ministère des Armées et du secrétaire général à la défense et à la sécurité nationale. Le flou est tout aussi épais autour des «nouveaux choix budgétaires» évoqués pour financer les dépenses militaires, «sans que les impôts ne soient augmentés». La gauche anticipe des coupes dans les dépenses sociales et environnementales. «Derrière le militaire se cache toujours l'austérité», alerte le président LFI de la commission des finances de l'Assemblée, Eric Coquerel. Le président de la République prévient que tout le monde va faire un effort, sauf les plus riches. Les syndicats qui comptaient sur le «conclave» sur les retraites craignent que le réarmement empêche toute remise en cause de l'âge de départ à 64 ans. Emmanuel Macron instrumentalise-t-il une crise inter-







Emmanuel Macron  
à Saint-Ouen,  
mardi. PHOTO YOAN  
VALAT. REUTERS

nationale pour imposer sa conviction que les Français doivent travailler plus? «*Tout le monde sait ce que pense le Président, répond son entourage. Lui définit les besoins des armées, notamment financiers, mais c'est au gouvernement de proposer.*» Comme si le chef de l'Etat n'empiétait pas sur les plates-bandes de François Bayrou en excluant une hausse d'impôt, annexant de fait la fiscalité à son domaine réservé.

#### TÊTE FROIDE

Il ne s'agissait que d'une «*préférence ferme*» du Président, minimise-t-on au Palais, où le pouvoir revient malgré la dissolution ratée. Les réunions de crise s'y multiplient entre Emmanuel Macron, son chef d'état-major particulier et les pôles diplomatie et communication. Il rencontrera vendredi les industriels de l'armement. C'est aussi dans le «PC Jupiter», au sous-sol de l'Elysée, qu'il reçoit les ministres en pointe sur le dossier: Jean-Noël Barrot (Affaires étrangères), Sébastien Lecornu (Armées), Benjamin Haddad (Europe), Eric Lombard (Economie), Amélie de Montchalin (Comptes publics). Officiellement, Bayrou n'en

prend pas ombrage. «*La situation est beaucoup trop grave pour alimenter le feuilleton d'une dissension*», rétorque son entourage. Reste que le Premier ministre a jugé bon de retrouver une place sur la photo, rapatriant jeudi à Matignon une réunion avec les groupes parlementaires que devait initialement animer le seul Lecornu. Son ministre des Armées évoque un «*poids de forme*» pour les armées à 100 milliards d'euros par an, deux fois le budget actuel. «*Des chiffres sont avancés en France. Aucun de ces chiffres n'est arrêté*», a nuancé Bayrou à l'Assemblée nationale, mardi. Les chiffres de la popularité présidentielle sont, eux, indéniablement à la hausse. De sept points, à 31% d'opinions positives, selon une étude de l'Ifop. «*On sait que ce sont des hausses de popularité qui durent le temps de la crise*», tente l'un de ses proches pour garder la tête froide. Avant de s'emballer: «*Si les choses se terminent bien, le mec qui a mis le drapeau européen à ses meetings aura permis que l'Europe soit souveraine en matière de défense.*» Le rêve de sauver un quinquennat plus que mal barré. ◆

## «La cote du Président bondit depuis dix jours»

**Responsable des études politiques pour l'institut Viaoice, Adrien Broche revient sur l'allocation de Macron et ses effets sur sa popularité.**

Constat que la France est entrée «*dans une nouvelle ère*», appel au réarmement du pays, mais aussi à l'engagement moral de la population: face aux menaces internationales, Emmanuel Macron multiplie les initiatives et les prises de parole, retrouvant une centralité dont l'avait privé la dissolution ratée de 2024. Responsable des études politiques pour l'institut de sondage Viaoice, Adrien Broche analyse les ré-

percussions politiques de ce discours. **Comment l'appel du Président à «réarmer» le pays est-il reçu dans l'opinion?**

Dans son discours télévisé du 5 mars, Emmanuel Macron a tenu des positions qui sont plutôt en résonance avec l'opinion. Environ les trois quarts de la population estiment que le conflit entre la Russie et l'Ukraine peut s'étendre au-delà des frontières ukrainiennes. Et à peu près six Français sur dix pensent qu'il peut aller jusqu'aux frontières françaises, dans un contexte de guerre hybride menée par la Russie contre

les intérêts nationaux. L'inquiétude est aussi marquée vis-à-vis des Etats-Unis: depuis le retour de Donald Trump, plus des deux tiers de la population estiment que Washington n'est plus un allié. Alors quand le Président parle comme s'il était dans un dialogue de vérité avec les Français, ça marche.

#### De quoi redresser sa cote de popularité?

L'effet drapeau est connu: quand il y a une crise où l'intérêt national est mis en jeu, ça a un effet sur l'opinion. La cote de popularité du Président, qui stagnait à un niveau bas, bondit depuis une dizaine de jours. On parle d'une hausse de 5 à 8 points. Ça s'était déjà matérialisé au début de la guerre en Ukraine, en 2022. En pleine campagne présidentielle, Emmanuel Macron était monté au-dessus de 30% d'intentions de vote au premier tour.

#### Cela fonctionnerait-il toujours si le Président décidait d'envoyer des troupes en Ukraine?

C'est beaucoup moins sûr. On sent qu'il y a encore une grosse réserve à ce sujet dans l'opinion, comme au sommet de l'Etat d'ailleurs. On a beaucoup testé cette idée l'année dernière, lors des élections européennes. Les Français sont favorables au maintien voire à l'augmentation de l'aide à l'Ukraine, mais largement réservés sur l'idée d'envoyer des combattants. En revanche, si l'on parle de troupes pour maintenir la paix, par exemple en cas d'accord entre la Russie et l'Ukraine, c'est différent: moins de la moitié de la population y est opposée.

#### Le Rassemblement national et La France insoumise sont plus réservés sur la question du réarmement. Est-ce que cette position peut leur faire perdre du crédit dans l'opinion?

Ce n'est pas évident de le savoir car ces positions ne sont pas forcément nouvelles. Pour LFI, on connaît les déclarations passées de Jean-Luc Mélenchon sur la Russie. Ça va être intéressant de voir, à gauche, la place de la politique étrangère dans les débats car c'est un point majeur de discorde. Raphaël Glucksmann, Emmanuel Macron et Valérie Hayer avaient déjà tenté en 2024 de s'attaquer à La France insoumise là-dessus.

Pour le RN, il y a un paradoxe: la question de la souveraineté est très présente au sein du parti, mais elle est contredite par son indulgence vis-à-vis de puissances qui en veulent, justement, à la souveraineté de la France. Difficile de savoir si le contexte

peut faire changer l'électorat d'opinion sur Marine Le Pen. Je n'en suis pas sûr: cet électorat est peu regardant sur les enjeux internationaux, c'est plutôt un vote de classe avec un substrat xénophobe. Cependant, on avait vu en 2022 qu'Eric Zemmour avait énormément pâti de la question russe.

Recueilli par JULIEN LECOT



INTERVIEW

# Sur la défense européenne, la France prend la lumière

**A l'ouverture, mardi, du Defence and Strategy Forum, Paris s'est présenté comme leader d'une stratégie des Vingt-Sept au sens large.**

Emmanuel Macron ne pouvait pas rêver meilleur timing pour braquer les projecteurs sur ses ambitions en matière de défense européenne. Mardi, au moment où les délégations ukrainienne et américaine entamaient à Djedda des négociations pour sortir de la guerre avec la Russie (*lire ci-dessous*), s'ouvrait le Paris Defence and Strategy Forum. Soit trois jours

de conférences et de rencontres entre des acteurs de la défense français et étrangers, organisés par l'Académie de défense de l'Ecole militaire. «*Je crois que nous avons, collectivement, besoin de repenser la stratégie européenne, lance le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, en ouverture. Comment nos forces armées européennes peuvent-elles donner du crédit, de la crédibilité à des discussions diplomatiques qui devront s'inscrire dans la durée?*» Tout en priant l'assistance de ne pas «*passer de l'insouciance à la fébrilité*». Depuis des semaines, le chef d'état-major, Thierry Burkhard, a multiplié les coups de fil à ses homologues européens pour les inviter à

une réunion militaire technique à huis clos. Une trentaine ont répondu à l'appel, Turquie comprise. Même l'Australie a envoyé un représentant. Objectif: tester les options stratégiques d'un projet franco-britannique de force européenne pour garantir la paix en Ukraine après le cessez-le-feu. Une idée propulsée par l'électrochoc de la suspension de l'aide militaire américaine à l'Ukraine, qui devrait cependant reprendre immédiatement, selon les conclusions de la première phase des discussions en Arabie Saoudite.

**Philosophie.** En annonçant publiquement cette réunion, et en laissant dire qu'il «*convoquait les chefs*

*d'état-major européens à Paris*», Macron se pose en leader d'une défense européenne. Ce que les participants au forum prennent avec philosophie. «*Il fallait bien que quelqu'un prenne les choses en main. On a déjà perdu trop de temps*», se félicite un officier. «*C'est un jeu politique, oui, mais cela permet à la France de prendre un leadership stratégique*», défend un conseiller en défense. Pour Michael Benhamou, directeur du think tank Opewi, «*Macron a eu tort sur la Russie, mais raison sur les Etats-Unis. C'est son moment, il en profite. C'est la première fois depuis la crise de Suez que des pays européens vont monter une opération d'ampleur sans les Etats-Unis*».

Dans les allées du forum, nul ne semble mettre en doute la légitimité de la France, dotée de capacités militaires avancées. «*Il était temps qu'un pays européen prenne l'initiative sur la question ukrainienne*», assure un général d'un pays du Sahel. «*On complique les calculs de la Russie, car implicitement, derrière un déploiement français et britannique, plane la question de la dissuasion nucléaire*», souligne une experte. Tandis qu'un amiral en retraite alerte: «*Macron a eu raison sur l'autonomie stratégique. Mais il va falloir faire preuve d'humilité et ne pas jouer les coqs gaulois. Sur les besoins stratégiques, on se mettra toujours d'accord. Les problèmes viendront lorsqu'il faudra partager le gâteau industriel*».

**«Poids».** Devant les 34 chefs d'état-major présents, le Président a insisté sur la nécessité de «*passer du concept au plan*» pour définir des garanties de sécurité crédibles, afin qu'une paix solide et durable soit possible en Ukraine. Nous devons collectivement «*prendre nos responsabilités*» car «*c'est le moment où l'Europe doit peser de tout son poids, pour l'Ukraine, et pour elle-même*», a-t-il ajouté.

Sébastien Lecornu reçoit ce mercredi ses homologues allemand, italien, polonais et britannique pour «*coordonner leur action en soutien à Kyiv*». Avant de rencontrer, le lendemain, les parlementaires français. Un nombre infini de questions restent en suspens. «*Notre participation dépendra du mandat, des objectifs, et du soutien, ou non, des Etats-Unis*», prévient d'emblée Ruben Brekelmans, ministre de la Défense des Pays-Bas, invité d'honneur du forum. Un participant relève qu'Emmanuel Macron est «*le premier président de la Ve République à n'avoir pas fait son service militaire*». Avant d'ajouter: «*Cela ne veut pas dire qu'il n'est pas capable de faire le job*».

LAURENCE DEFRANOUX



Emmanuel Macron au Paris Defence and Strategy Forum, mardi. PHOTO SARAH MEYSSONNIER. AFP

## Kyiv et Washington suggèrent un mois de cessez-le-feu

Après la séquence humiliante du Bureau ovale, des représentants des deux pays réunis à Djedda ont proposé cessez-le-feu, reprise de l'aide et accord sur les minerais.

La question n'est plus «*de savoir si la guerre va se terminer*» mais «*de comment elle va se terminer*». Avec cette phrase, le conseiller américain à la sécurité nationale, Mike Waltz, a confirmé que le dialogue avait bien repris avec Kyiv, à l'issue d'une longue journée de négociations entre les délégations américaine et ukrainienne réunies à Djedda, en Arabie Saoudite. Montrer patte blanche et afficher, coûte que coûte, sa disposition au compromis. Les représentants ukrainiens ont fait étalage de leur bonne volonté, toute la journée de mardi.

«*Nous sommes prêts à tout faire pour parvenir à la paix*», avait déclaré le chef du bureau présidentiel ukrainien, Andriy Yermak, avant le début de discussions «*constructives*» avec les Américains, représentés notamment par Mike Waltz, l'ambassadeur de Washington pour le Moyen-Orient, Steve Witkoff, et le chef de la diplomatie, Marco Rubio.

Et effectivement, après neuf heures de discussions, les deux parties ont confirmé, dans un communiqué, que l'Ukraine soutenait une proposition américaine de cessez-le-feu immédiat de trente jours avec la Russie, les Etats-Unis acceptant de leur côté de lever «*immédiatement*» les restrictions sur l'aide militaire et l'échange de renseignements avec Kyiv. Un accord sur les minerais ukrainiens devrait aussi être conclu «*dès que possible*». «*La balle est désormais dans le camp de la Russie*», a déclaré Marco Rubio qui devrait présenter à Moscou ces propositions ce mercredi. Volody-

myr Zelensky a estimé sur les réseaux sociaux que «*les Etats-Unis doivent désormais convaincre la Russie*» d'accepter le cessez-le-feu. Les pourparlers, organisés dans la ville portuaire d'Arabie Saoudite, faisaient office de première rencontre entre les négociateurs de Kyiv et de Washington depuis la séquence du 28 février dans le Bureau ovale, où Donald Trump avait humilié le président ukrainien en direct. L'administration américaine avait ensuite suspendu brutalement l'aide militaire massive fournie à l'Ukraine, y compris la coopération en matière de renseignement. Elle tentait ainsi d'acculer le gouvernement ukrainien, dont les troupes ont subi ce week-end une percée russe dans la région orientale de Soumy. Mardi soir, le président Trump a indiqué qu'il inviterait son homologue ukrainien à revenir à la Maison Blanche. La rencontre de Djedda s'est tenue quelques heures après la plus importante attaque de

drones menée par Kyiv contre les régions de Koursk et de Moscou depuis le début de la guerre. L'attaque, qui a impliqué 350 engins volants, a fait trois morts, selon les autorités de la capitale russe, le Kremlin accusant l'Ukraine de frapper «*des infrastructures sociales, des immeubles d'habitation*». Les propositions de négociations de paix et de cessez-le-feu pourraient toutefois se heurter aux exigences de la Russie, dont Trump s'est rapproché dans une volte-face spectaculaire. Le 7 mars à la Maison Blanche, Donald Trump affirmait encore: «*Sincèrement, je trouve que c'est plus difficile de négocier avec l'Ukraine*» qu'avec la Russie. Le communiqué suivant les discussions de mardi précise que «*les Etats-Unis communiqueront à la Russie que la réciprocité russe est la clé pour établir la paix*», trois ans après l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022.

SAMUEL RAVIER-REGNAT



# ÉDITOS/

## Mais qui a peur des grandes femmes ?

Par **SABRINA CHAMPENOIS**  
Chroniqueuse société

On l'apprend par *Courrier international*, qui relaie un article du quotidien belge *De Standaard* : des années 90 aux années 2010, des adolescentes de 11 ans se sont vu prescrire, en Belgique, un traitement hormonal car leur taille dépassait « de plus de 2,5 écarts types les courbes de croissance – basées sur des moyennes, et non sur des risques pour la santé ». Pendant deux ans environ, ces gamines ont dû ingérer quotidiennement de l'éthinylestradiol, une hormone synthétique présente également dans la pilule contraceptive, à un dosage massif, « généralement 200 microgrammes, soit l'équivalent de sept pilules contraceptives ou d'une pilule du lendemain ». Une « bombe hormonale », résume *De Standaard*, avec, souvent, des effets secondaires : accélération de la puberté, prise de poids rapide, vergetures et parfois une croissance mammaire anormale, des nausées, des maux de tête, des états dépressifs. Et à long terme, le risque d'une fertilité réduite. Une étude de la revue scientifique *The Lancet*, puis la thèse d'un pédiatre néerlandais, qui ont attesté un lien entre l'inhibition de la croissance et la difficulté à tomber enceinte, ont mené au quasi-abandon de cette pratique.

*De Standaard* a recueilli les témoignages de six de ces femmes. « Mes parents m'ont dit que 1,90 mètre était trop grand pour une fille », se souvient l'une d'elles, qui a commencé à prendre le traitement en 2000. Une autre, interrompue dans sa croissance en 1988, rapporte que son médecin lui aurait dit : « Vous ne trouverez jamais d'homme si vous vous élevez au-dessus de lui. » Ridicule, scandaleux, honteux, n'est-ce pas. Mais la réaction outragée a une limite, celle de l'hypocrisie.

Encore aujourd'hui, le ratio reste inscrit dans l'inconscient collectif : si un homme doit être de préférence grand (en France, au-dessus de la moyenne à 1,74 mètre), il est de bon ton qu'une femme s'en tienne à la taille standard (1,64 mètre). Dépasser au féminin le mètre soixante-dix, c'est déjà se faire remarquer, ne parlons pas du mètre quatre-vingt. Là, c'est littéralement dépasser la mesure, déranger. La chanteuse Clara Luciani a souvent raconté les complexes et le harcèlement scolaire que lui a valu son 1,82 mètre. Dans le podcast *Grandeur nature* d'Arte Radio, la journaliste Jeanne Paravert, 1,85 mètre, a documenté les aléas de la vie de « girafe » et ses stratégies d'auto-minimisation, comme « écarter légèrement les pieds pour être plus petite dans la foule ».

Dans la *Très Grande Taille au féminin*, la sociologue Marie Buscatto (elle-même 1,88 mètre) analyse les conséquences pour une femme, en termes d'identité et de trajectoire, de dépasser la toise admise par tous. Au programme, entre autres, embarras, stigmatisations, et difficultés à s'insérer dans un schéma sociétal où l'homme est censé dominer. Le remettre en question symboliquement, même par quelques centimètres, déplaît. Cf. le cliché du couple hétérosexuel « bien assorti », où elle est plus petite – inférieure ? « Ce n'est pas la taille qui compte », dit l'adage, souvent en clin d'œil à la taille du pénis, pour rassurer l'homme. Il est plus que temps de l'appliquer à la femme, et d'accepter que son éventuelle supériorité métrique, non, n'est pas une anomalie et encore moins une menace, et qu'elle n'a pas besoin d'être mannequin ou basketteuse pour être acceptée. A quand, d'ailleurs, « grandes femmes » ajouté à « Aux grands hommes la patrie reconnaissante », dans la devise du Panthéon ? Ou la grandeur ne serait-elle que masculine ? Encourageons celle des femmes, encourageons leur croissance. ►



Vladimir Poutine et Donald Trump en 2017. PHOTO EVAN VUCCI. AP

## La gauche française fracturée face à l'axe Trump-Poutine

Par **THOMAS LEGRAND**  
Chroniqueur politique

Les gauches seraient-elles plus « irréconciliables » sur l'attitude à adopter face à l'axe poutino-trumpien que sur les sujets qui sont habituellement mis en avant pour souligner leur fracture : la laïcité, le « wokisme » ? Les divisions sur le « wokisme » sont basées sur un flou conceptuel et sert surtout de stigmate dans un débat public en butte à une forte offensive conservatrice. La laïcité, depuis 1989 et l'affaire des lycéennes de Creil, divise les gauches. Les questions de l'universalisme, du rapport à l'islamisme, idéologie réactionnaire mais identitaire d'une partie des dominés de l'époque, n'en finissent pas de fracturer les gauches.

Seulement, ces sujets peuvent se résorber sur le terrain. Au-delà de la violence des propos entre les partisans d'une « laïcité rigoureuse » et les favorables aux « accommodements raisonnables », il n'y a pas tant de divergences de solutions. Par exemple, personne à gauche ne veut interdire le voile dans l'espace public ni revenir sur la loi de 2004 qui le bannit dans le cadre scolaire. Les « gauches irréconciliables », telles que définies par Manuel Valls en 2016, évoquent des fractures de tribune plus que de programme. En revanche, le schisme très ancien sur la géopolitique est plus fondamental. La gauche que l'on appelait « démocratique » après-guerre et la gauche dite « révolutionnaire » (PCF) ne pouvaient pas gouverner ensemble entre 1946 et 1981, essentiellement à cause de leurs profondes divergences de vues diplomatiques.

La SFIO, les Radicaux de gauche, la Fédération de la gauche démocrate et socialiste de Mitterrand, ont, pendant la IV<sup>e</sup> République, participé à nombre de gouvernements bénéficiaires du plan Marshall sur une ligne très atlantiste.

La SFIO était le parti le plus atlantiste du spectre politique français, alors que le PCF était arrimé à l'URSS. En 1981, socialistes et communistes ont pu gouverner ensemble parce que les communistes, faibles, avaient abandonné toute velléité de peser sur la diplomatie. D'ailleurs, lors de la crise des euro-missiles de 1983, Mitterrand fustigeait ceux qui s'opposaient au surarmement, avec ces mots devenus célèbres « Les pacifistes sont à l'Ouest, les missiles à l'Est ».

Depuis, LFI a remplacé le PCF. Le mouvement de Jean-Luc Mélenchon restait, jusqu'à ces derniers temps, étonnamment « campiste ». C'est-à-dire que son anti-américanisme viscéral le poussait à être beaucoup plus sonore contre les « atlantistes » que vis-à-vis de la dictature de Vladimir Poutine. LFI, sous la seule influence de Mélenchon, n'a rien voulu voir de la brutalité russe en Syrie après 2013. Et s'il a désigné la Russie comme « l'envahisseur » et critiqué Poutine une fois les chars russes entrés en Ukraine, l'ex-mitterrandien rechignait dès qu'il s'agissait d'aider l'Ukraine. Depuis longtemps, il se proclamait pourtant « non aligné ». Non seulement ce n'était pas le cas, tant il penchait plus vers Moscou que vers Washington, mais cet argument ne tient plus maintenant que Poutine et Trump sont sur la même ligne.

Un non-alignement persistant serait le refus de choisir entre, d'un

côté, les autoritaires russes et américains et, de l'autre, l'Europe, dernier havre fragile de la démocratie libérale. Aujourd'hui le PS et les écologistes sont sur une ligne très offensive envers la Russie et l'Amérique de Trump alors que Mélenchon traite de « va-t-en-guerre » ceux qui veulent mettre la Russie sous pression avant de négocier.

Le nœud de la discorde entre les gauches est aujourd'hui l'Europe. Pour s'opposer aux empires illibéraux ou dictatoriaux, la gauche socialiste et écologiste mise sur le renforcement de l'UE. Or, pour LFI, plus d'Europe, c'est plus de libéralisme économique. Et l'on voit ressurgir cette vieille tendance de s'opposer plus abruptement au libéralisme qu'à l'autoritarisme. Erreur morale autant qu'anachronisme. En effet, s'agissant de l'opposition Russie-Amérique trumpienne versus Europe, le sujet c'est le libéralisme politique. La Russie et l'Amérique représentent la caricature du capitalisme sauvage et autoritaire alors que l'Europe reste une contrée de libéralisme économique régulé et de libertés individuelles et politiques inégalées. La gauche, toute la gauche, ne devrait pas hésiter. En toute logique, l'alliance trumpo-poutinienne devrait avoir raison du campisme mélenchonien. Clémentine Autain, figure contestataire de l'intérieur avant d'être contrainte de s'éloigner de LFI, veut le croire dans *l'Express* : « L'atlantisme n'est plus, nous avons au fond un même mot d'ordre à gauche : ni Trump ni Poutine. » Pour que cette affirmation soit vraiment celle de toute la gauche, il faudrait d'abord que Jean-Luc Mélenchon cesse de s'exprimer sur le sujet. ►

Par  
ARTHUR CERF

Sarah Knafo invitée à l'investiture de Donald Trump, l'information était pour le moins incongrue. Quel était donc le chaînon manquant entre l'ambitieuse eurodéputée de Reconquête, le parti d'extrême droite d'Eric Zemmour, qui cumule scores résiduels dans les urnes en France et notoriété zéro outre-atlantique, et le 47<sup>e</sup> président des Etats-Unis? La réponse est donc: Jacob Helberg, un mystérieux conseiller franco-américain, passé en quelques mois seulement de personnage de l'ombre de la Silicon Valley à proche de Donald Trump. Après un discours prononcé au Parlement européen en septembre 2024 par la numéro 2 d'Eric Zemmour, un ami en commun les a présentés sur WhatsApp. La rencontre est fructueuse puisque deux mois plus tard, la voilà donc invitée par Helberg à Washington pour célébrer la victoire. «*Jacob m'a raconté la campagne de Trump de l'intérieur, il sait plein de choses, il a été très impliqué, c'est clair que c'est intéressant...*» fanfaronne Knafo auprès de Libération, tout en le concédant: quelques mois plus tôt, elle ne connaissait Jacob Helberg ni d'Eve ni d'Adam.

Intrigant personnage que ce jeune cadre à l'ascension aussi fulgurante qu'insaisissable, dont l'itinéraire raconte le basculement d'une partie de la tech du côté de la droite réactionnaire. En quelques années, le jeune Jacob Helberg a su gagner la confiance des politiciens de tous bords à Washington, et enfin, celle de Donald Trump, qui l'a nommé sous-secrétaire d'Etat à la Croissance, à l'Economie et à l'Environnement – la nomination doit encore être confirmée par le Sénat.

Sur le papier, le CV de Helberg est épatant. Cofondateur revendiqué d'une start-up spécialisée dans l'évaluation des risques géopolitiques, leader de la lutte contre la désinformation et l'ingérence étrangère chez Google, conseiller d'Alex Karp, le patron du géant de l'analyse de données Palantir, membre d'une commission indépendante du Congrès sur les relations entre la Chine et les Etats-Unis... Et même auteur d'un livre intitulé *The Wires of War*. Mélange d'essai géopolitique et d'autobiographie un peu ronflante publié en 2021 chez le prestigieux éditeur Simon and Schuster. Le tout à 35 ans à peine...

## UN RÊVE D'AMÉRIQUE PRÉCOCÉ

«*Les raisons de l'ascension fulgurante de Helberg dans les cercles du Great Old Party [les républicains, ndr] sont aussi floues que ses propres références*, écrivait le magazine Forbes en juillet 2024. *Il est difficile de savoir ce qu'il fait réellement au quotidien*.» Du côté des spécialistes des relations entre la Chine et les Etats-Unis, pas beaucoup mieux. Après plusieurs demandes d'interviews envoyées à d'anciens collaborateurs de Jacob Helberg, une communicante américaine nous appelle depuis New York pour nous dire

# Jacob Helberg, l'intrigant entremetteur entre Donald Trump et Sarah Knafo

En quelques années, ce jeune cadre franco-américain est passé d'anonyme de la Silicon Valley à sous-secrétaire d'Etat dans la nouvelle administration. C'est par son intermédiaire que l'eurodéputée Reconquête a été invitée à Washington pour l'investiture du président.

## ENQUÊTE

qu'il ne parlera pas, signalant au passage que notre billet peignant Elon Musk en cousin gênant était «*un peu biaisé*».

Fut un temps, il était plus loquace. Dans son livre, Jacob Helberg se racontait en longueur. Son parcours, ses états d'âme, son histoire familiale, aussi. Ses grands-parents, «*des Juifs de Bedzin, en Pologne*», «*sauvés de l'extermination par les Alliés*», son grand-père maternel qui a risqué sa vie pour «*combattre avec la résistance française*». Après avoir émigré aux Etats-Unis, son grand-père, Sam «*le pauvre coiffeur*» Helberg, s'est enrichi dans l'immobilier. Les parents se rencontrent en Israël, son père est américain, sa mère française, et l'enfance s'écoule entre Bruxelles et Vaux-sur-Seine, dans les Yvelines. «*Little Valley on the Seine*», traduit-il.

L'Europe, très peu pour lui. «*Même si ma mère s'est formée sur HTML avant de devenir web designer après un divorce difficile avec mon père, la tech m'a toujours semblé secondaire en Europe*». Alors dès son plus jeune âge, Helberg rêve d'Amérique. Pendant les vacances scolaires, il retrouve ses grands-parents dans l'Ohio, ou en Floride, suscitant

l'émerveillement de ses camarades du Vieux Continent. De son propre aveu, il ne sait pas bien quoi faire de sa vie. Un diplômé à l'université George Washington, un stage, avant un passage éclair à Sciences-Po Paris. «*Au bout d'un semestre, j'ai abandonné l'école de droit*», écrit-il. Sollicité, l'établissement n'a pas souhaité communiquer.

En 2014, direction Los Angeles, où vit sa sœur Roxine, future collaboratrice de Jean-Marc Vallée, réalisateur des séries HBO *Big Little Lies* et *Sharp Objects*. Un ami lui parle de la Silicon Valley. Au mois de juillet, il charge sa Ford Focus et roule plus au nord. L'heure est encore à la fête. Facebook a dix ans, les leaders de la tech sont adulés, respectés, régulièrement en couverture des magazines. The new place to be. Jacob Helberg ne sait ni coder, ni lever des fonds? Pas grave: il affirme avoir cofondé une première start-up, Thermogram, spécialisée dans le dépistage du cancer du sein, qui ferme au bout d'un an. Puis, une deuxième, GeoQuant, qui se sert des algorithmes afin de «*mesurer le risque géopolitique*» pour des entreprises qui cherchent à s'installer dans des zones

sensibles. «*J'ai aimé le challenge de lancer et piloter une start-up à succès, mais à mesure que l'entreprise prenait forme, j'ai compris qu'être fondateur revenait souvent à recruter et à lever des fonds à plein temps*», souligne-t-il. Mais tout le monde n'a pas les mêmes souvenirs. «*Helberg n'était pas employé de GeoQuant lorsqu'elle a été constituée en 2016 et n'a pas été impliquée par la suite, selon une source proche des opérations de l'entreprise. De plus, il n'est pas mentionné dans le communiqué de presse initial qui nomme ses cofondateurs et son premier employé*», écrivait Forbes en juillet dernier.

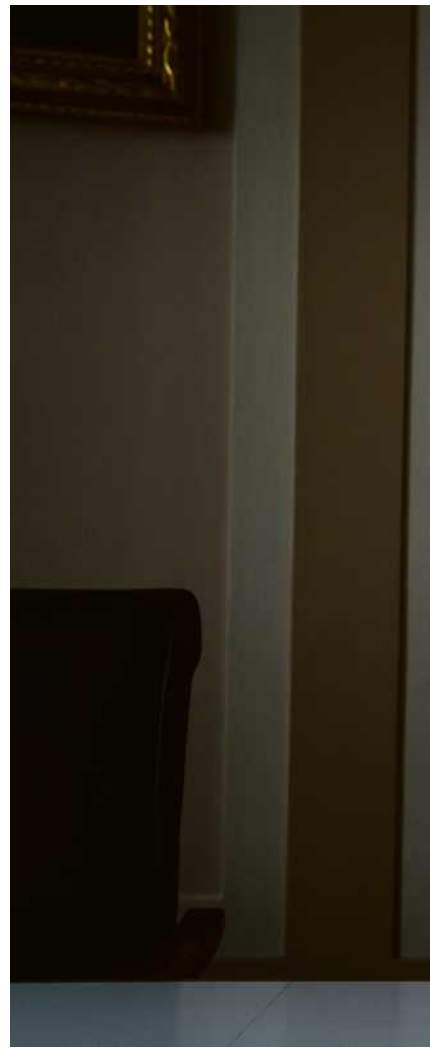
Début 2015, il fait son trou. Lors du gala du site d'informations TechCrunch, il rencontre Keith Rabois, directeur général du capital-risque Khosla Ventures et membre de la «Paypal mafia», du nom des anciens fondateurs du service de paiement en ligne qui ont depuis développé Tesla, LinkedIn, Palantir ou SpaceX... Les deux hommes sympathisent, se revoient, parlent de politique. Helberg est un immense fan des Clinton, Hillary est sa candidate de cœur, Rabois plutôt du genre ultra-conservateur. Peu importent les

divergences idéologiques, ils entament une relation et se marieront en 2018.

Entre-temps Helberg a rejoint Google en novembre 2016, en tant que «*global news policy lead*», ou «*policy advisor*» dit-il. «*L'équipe à laquelle j'appartenais façonnait les politiques de l'entreprise pour trier quelle information devait être cachée et ce qui devait rester*». Le monde découvre les fake news, la manipulation des opinions sur les réseaux sociaux, les fermes à trolls de Moscou... A l'automne 2017, la firme de Mountain View révèle que la société russe Internet Research Agency s'est servie de Google pour faire de la propagande. Le voilà donc, à l'en croire, en première ligne pour lutter contre la désinformation et l'ingérence étrangère... à seulement 27 ans.

## UN LIVRE QUI LUI OUVRE DES PORTES

Dès lors, il multiplie les casquettes, devient «*conseiller principal*» du programme sur la géopolitique, la technologie et la gouvernance de l'université de Stanford. «*Je lui ai proposé un poste à temps partiel qui lui donnerait l'opportunité de s'en-*



Jacob Helberg dans un bureau de la Chambre



des représentants, le 13 mars 2023 à Washington. PHOTO ELIZABETH FRANTZ. REDUX-REA

gager avec les chercheurs de Stanford, de partager des idées et d'avoir un endroit où venir faire des recherches et écrire», explique le directeur du programme en question, Andrew Grotto. Il faut suivre. De 2019 à 2021, il est également chercheur adjoint au Center for Strategic and International Studies (CSIS), un cercle de réflexion basé à Washington. «Au cours de cette période, il a fait part de ses réflexions sur le paysage de la technologie et du capital-risque lors de discussions tenues avec nos chercheurs plusieurs fois par an, répond le laboratoire, sollicité par Libération. Il n'a pas produit de recherche ni publié de travaux pour le CSIS pendant son mandat de chercheur associé.»

En 2021, il sort donc *The Wires of War*, dans lequel il alerte sur la «guerre grise» qui se joue entre les démocraties et les régimes autoritaires et suggère de renforcer la coopération entre le Congrès et la Silicon Valley. Pluie d'éloges chez les hommes politiques. Mathilde Velliet, chercheuse au centre géopolitique des technologies de l'Institut français des relations internationales (Ifri), est moins emballée: «C'est un livre qui se veut vraiment comme un signal d'alarme, où tout est formulé de façon provocatrice, très punchy, avec une manière de dépeindre un futur dystopique et la Chine comme une menace existentielle. Mais tout cela n'est pas particulièrement nouveau...»

L'ouvrage lui sert de carte de visite à Washington, où il intègre des prestigieux cercles de réflexion, comme la Brookings Institution. De janvier 2023 à décembre 2024, il siège dans la commission d'examen de l'économie et de la sécurité entre la Chine et les Etats-Unis, créée par le Congrès. Un pied dans la tech, l'autre dans la politique.

#### DE MULTIPLES CASQUETTES

En bon faucon de la Chine, en faveur d'une approche diplomatique agressive et de la séparation des systèmes technologiques entre les deux pays, il alerte sur le péril TikTok, ou pire, le risque d'une invasion de robots humanoïdes chinois

capables de courir à 17 km/h. «Vous pourriez voir ces choses en train de battre sur un champ de bataille, assure-t-il au site *The Information*. Pourquoi auriez-vous besoin d'un humanoïde capable de courir si vite?» Et toc.

En mars 2023, il lance le Hill and Valley Forum, un grand raout qui, comme son nom l'indique, rassemble des politiciens de Capitol Hill et des leaders de la Silicon Valley. Il tape dans l'œil d'Alex Karp, le patron de Palantir Technologies, qui le recrute comme conseiller. «J'aide simplement à informer l'entreprise sur la manière dont le paysage politique évolue à Washington avec une vue d'ensemble», explique-t-il à *The Information*. Nouvelle casquette. Le

représentant républicain Kevin McCarthy fait partie des fans. Lors d'un dîner, l'homme politique le persuade de changer de camp. «J'étais entre deux chaises à ce moment-là, je lui ai dit: "Ecoutez, j'ai peur que si je change de parti, les démocrates m'en veuillent pour toujours et que les républicains ne me fassent pas confiance", raconte-t-il à *The Information*. Il m'a convaincu de sauter dans l'inconnu.» Encore une nouvelle casquette, Maga cette fois.

Fin 2023, première rencontre avec Donald Trump, à l'occasion d'un raout organisé à Mar-a-Lago par l'America First Policy Institute, un think tank qui soutient la campagne du candidat républicain. «Les événements à Mar-a-Lago sont beaucoup plus fun que le traditionnel événement démocrate», décrit-il à *The Information*, au premier degré. En avril 2024, les deux hommes se retrouvent en tête à tête à New York, avant de se croiser au Grand Prix de Formule 1 de Miami. «Une histoire d'amour, résume-t-il pompeusement dans *The Information*. On ne peut pas se passer l'un de l'autre.» Ancien démocrate convaincu, contributeur de la campagne du candidat Pete Buttigieg, il donne un million de dollars à Donald Trump.

#### UNE INTERNATIONALE TECHNOPOPULISTE ?

Le 1<sup>er</sup> mai, une vidéo enregistrée par le candidat républicain vient clore la seconde édition du Hill and Valley Forum. «Jacob, je tiens à te remercier, dit-il. Notre réunion a été très productive sur l'IA et toutes ses conséquences, qu'elles soient bonnes ou mauvaises.» Preuve d'allégeance et symbole du basculement opportuniste d'une partie de la tech et aperçu des temps qui viennent. «Dans son livre, il souligne son rôle chez Google dans la lutte contre la désinformation et l'ingérence russe, alors que l'administration Trump est en croisade contre cette stratégie-là», note cependant Mathilde Velliet.

Après avoir fait le pont entre Washington et la Valley, chercherait-il à rallier la France dans une grande internationale technopopuliste? A l'automne 2024, Helberg invitait une première fois Sarah Knafo à Mar-a-Lago pour une cérémonie en hommage aux victimes du 7 Octobre, en présence de Donald Trump. L'invitée s'émerveille encore: «Il n'y avait même pas 200 personnes, on était très peu nombreux.» Grâce à son nouvel ami, jure-t-elle, elle a même pu échanger quelques mots avec le président des Etats-Unis: «Cela s'est fait très simplement.» Quelle influence. ♦

# FRONTAL

Chaque mardi la newsletter de «Libération» passe au crible l'extrême droite, du RN aux groupuscules violents

Inscrivez-vous sur [libe.fr/frontal](https://libe.fr/frontal)





Par  
**SACHA NELKEN**

À un an des prochaines municipales, Anne Hidalgo dort plutôt bien. En «*position de force*», comme elle se qualifie elle-même après le succès des Jeux olympiques et paralympiques, la maire de Paris se dit sereine. Selon elle, les chances de voir sa grande rivale Rachida Dati lui succéder sont très faibles, malgré les premières enquêtes d'opinion qui placent la ministre de la Culture en nette avance dans un hypothétique premier tour.

Sauf grand bouleversement, se persuade l'édile, la capitale devrait donc rester dans le giron de la gauche (depuis 2001). Comme elle, nombre d'élus de la majorité municipale sortante (PS-écologistes-PCF) n'identifient pas l'élection municipale de mars 2026 comme un scrutin dangereux. «*Il n'y a pas vraiment de risque, même avec l'incertitude de la réforme de la loi PLM*» (lire aussi page 11), abonde-t-on dans l'entourage de Rémi Féraud, l'un des deux candidats à la primaire socialiste.

Il n'empêche qu'à près d'un an de l'élection municipale, la gauche n'est pas vraiment en ordre de bataille. À Paris, le choix d'Anne Hidalgo de ne pas repartir pour un troisième mandat a rebattu les cartes dans la coalition rouge-rose-verte. En l'absence de candidature «naturelle», les postulants pour prendre la relève à l'Hôtel de ville sont nombreux. Et les partis contraints de se plier à des processus chronophages de désignation interne qui, bien souvent, tournent à la foire d'empoigne.

### UNE GUERRE SANS MERCÉ AU SEIN DU PS

De ce point de vue là, la primaire interne au Parti socialiste est un cas d'école. Depuis plusieurs semaines, les équipes de Rémi Féraud, le candidat soutenu par Anne Hidalgo, et Emmanuel Grégoire, l'ancien fidèle premier adjoint devenu persona non grata à l'Hôtel de ville, se livrent une guerre sans merci. La question de la date du vote interne a longtemps tendu les débats entre le camp d'Emmanuel Grégoire, qui plaide pour une désignation rapide, et le camp de Rémi Féraud, qui préférerait attendre que le congrès du Parti socialiste ait eu lieu pour voter. Donc au second semestre de l'année.

L'affaire s'est finalement réglée jeudi lors d'un conseil fédéral explosif sur fond d'insultes – un ancien sénateur aurait traité un camarade de «*petite merde*», selon plusieurs participants – et d'accusations mutuelles de tricheries. Les militants socialistes parisiens choisirent leur candidat le 30 juin. «*On regrette ce choix. C'est prendre un retard coupable dans la préparation de la campagne*», explique Emmanuel Grégoire. Du retard notamment pour faire gagner en notoriété un candidat qui, qu'il importe le vainqueur, restera forcément moins connu des Parisiens que Rachida Dati.

# MUNICIPALES

## A gauche, le Paris de la désunion

Si socialistes et écologistes disent ne pas croire à une bascule à droite de la capitale en mars 2026, les divisions et la montée en régime de Rachida Dati à droite pourraient doucher leurs espoirs.



Rémi Féraud. PHOTO STÉPHANE LAGOUTTE. MYOP



Emmanuel Grégoire. PHOTO DENIS ALLARD



David Belliard. PHOTO ALBERT FACELLY



Fatoumata Koné. DANIEL PERRON. HANS LUCAS. AFP



Ian Brossat. PHOTO DENIS ALLARD



Sophia Chikirou. PHOTO DENIS ALLARD

Mais la succession d'Anne Hidalgo ne se joue pas qu'au PS. Les écologistes aussi veulent jouer leur partition et estiment qu'après avoir participé aux différents exécutifs municipaux, leur temps est venu de les diriger. «*80% des marqueurs du*

*dernier mandat ont été portés par des écologistes. On doit passer de minoritaires dans une majorité à majoritaires dans une majorité*», résume l'adjoint David Belliard, candidat à l'investiture verte avec Fatoumata Koné, Anne-Claire Boux et

Aminata Niakaté. Les quatre prétendants seront départagés ces deux prochains week-ends par leurs militants, puisque la tentative de Yannick Jadot de se présenter sans passer par la case primaire a échoué.

Soutenu par plusieurs figures du parti vert, dont la secrétaire nationale du parti écologiste, Marine Tondelier, qui estime que c'était le meilleur candidat, le sénateur de Paris a essayé de convaincre ses camarades de se retirer à son profit pour éviter les divisions. Sans succès.

Socialistes comme écologistes assurent qu'une fois leurs processus de désignation terminés, les vainqueurs entameront un dialogue pour tenter d'aboutir à une alliance dès le premier tour. Une sorte d'arlésienne à chaque campagne municipale, qui débouche finalement sur deux candidatures au premier tour : une verte et une socialiste-communiste, avant un rapprochement dans l'entre-deux-tours. Un tel scénario a de grandes chances de se répéter : le Parti socialiste sortant ne renoncera pas au fauteuil de maire et les écologistes croient en leurs chances de faire basculer Paris en vert.

D'autant que, souligne-t-on dans les deux partis, la droite devrait elle aussi avoir plusieurs candidats. Outre Rachida Dati, Pierre-Yves Bournazel, proche d'Edouard Philippe, est en lice et l'ancien maire du XVI<sup>e</sup> arrondissement Francis Szpiner pourrait entrer dans la course. Mais un rassemblement derrière la ministre de la Culture n'est pas à exclure. Plusieurs élus de la droite parisienne, loin d'être des partisans de la maire du VII<sup>e</sup> arrondissement, appellent à s'unir derrière elle, puisqu'elle sera la mieux placée pour l'emporter.

Face à ce risque, le communiste Ian Brossat, qui se verrait bien maire lui aussi, propose depuis de longs mois la tenue d'un primaire de toute la gauche. Une idée loin de faire l'unanimité même si certains écologistes, à l'instar de David Belliard, se disent prêts à s'y plier.

### LES INSOUMIS PRÊTS À FERRAILLER AVEC LE PS

S'il semble déjà acté que le PS, le PCF et les écologistes se retrouveront, comme toujours, pour le second tour, les partenaires de la majorité municipale ne sont pas totalement d'accord sur les contours de la future coalition. Les socialistes excluent tout accord avec La France insoumise, quand les écologistes disent vouloir discuter avec le mouvement mélenchoniste. Ce dernier ne souhaite pas prendre à la légère le prochain scrutin municipal et se dit prêt à ferrailer avec le PS dans les différents arrondissements de la capitale, peut-être derrière la candidature de la députée de Paris Sophia Chikirou.

Pas de quoi faire frissonner les socialistes : les insoumis sont surtout forts dans les arrondissements du nord-est de la capitale, où la droite est faible. Ceux-ci n'ont donc que très peu de risques de basculer à droite, même en cas de multiplication des listes de gauche. Une écologiste note tout de même : «*Il faudra bien regarder les XII<sup>e</sup>, XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> arrondissements. S'ils basculent à droite à cause de la division de la gauche, Dati gagne.*»





Anne Hidalgo dans son bureau de l'hôtel de ville de Paris, le 6 mars. PHOTO MATHIAS BENGUIGUI

# Anne Hidalgo

## «Si on est dans le “nous” et pas dans le “je”, on ne perdra pas Paris»

**La maire de la capitale, dont un nouveau livre paraît ce mercredi, commente la bataille interne aux socialistes pour sa succession et critique durement la direction nationale de son parti.**

**L**e compte à rebours est lancé. Dans un an, Anne Hidalgo quittera son fauteuil de maire de Paris. Après deux mandats dans un des bureaux les plus convoités de France, l'édile PS aimerait qu'un fidèle lui succède : le sénateur Rémi Féraud. Mais à gauche, nombreux sont ceux à vouloir prendre la suite. En ce début d'année, socialistes et écologistes sont concentrés sur leurs désignations internes avec parfois des étincelles fragilisant l'actuelle

majorité municipale, qui devra batailler contre Rachida Dati. Hidalgo, en tout cas, ne compte pas être seulement spectatrice de cette campagne. Elle souhaite aussi participer à la reconstruction de la social-démocratie qu'elle appelle de ses vœux dans son nouveau livre *Résister. Le pari de l'espoir* (l'Observatoire). **Pourquoi ne vous représentez-vous pas à la mairie de Paris ?** J'ai fait deux mandats de maire avec de nombreuses crises mais qui ont

été magnifiques. Les Jeux olympiques et paralympiques ont été un moment fantastique que nous avons partagé et, pour Paris, un accélérateur incroyable. Vous savez, pendant le premier mandat, vous posez les bases de ce que vous comptez faire. Le deuxième consiste à en récolter les fruits. J'ai encore plein d'idées pour Paris mais quel aurait été l'esprit d'un troisième mandat ? Je n'avais pas envie de me représenter par confort. J'ai envie d'accompagner et de transmettre à un moment où je suis en position de force. Transmettre à quelqu'un comme Rémi Féraud qui endosse le bilan et qui ne passe pas son temps à le dénigrer ou à dire qu'il souhaite tout changer.

**Le risque de voir Paris basculer à droite est-il fort aujourd'hui ?**

Non. En tout cas, pas si on ne se tire pas une balle dans le pied. C'est-à-dire si on choisit le bon candidat avec la force, la valeur morale, l'éthique nécessaires. Il faut être dans la compréhension de l'histoire que l'on porte, dans le « nous » et pas dans le « je »... Si on suit ce chemin, il n'y a pas de risque. Même avec le bidouillage électoral que certains essayent de mettre en place avec la « réforme » de la loi PLM (lire page 11). **Quel regard portez-vous sur la rivalité de votre ancien premier adjoint Emmanuel Grégoire et le dauphin que vous avez désigné, Rémi Féraud ?**

Une campagne est forcément tendue parce qu'elle relève de la passion. Ce que je souhaite, c'est que les choses soient posées dans leur vérité. On ne peut pas expliquer que je suis visionnaire puis dire le lendemain que le choix de Rémi Féraud serait un caprice. Je suis une femme politique responsable. Je pose un regard politique. Il y a ceux qui font leur preuve et il y a ceux qui ne les font pas. Rémi Féraud est le choix de la solidarité et de la victoire. Mais je sais que l'intelligence collective dans la fédération de Paris a toujours fonctionné.

**Dans votre livre, vous décrivez la crise démocratique qui traverse le monde, tout en jugeant que l'on peut s'en sortir. Comment ?**

Tout n'est pas perdu tant qu'on est debout, qu'on a la capacité à se parler, à convaincre, à agir. Pendant toutes ces années j'ai rencontré beaucoup de personnes inspirantes qui ont su se sortir de situations dramatiques. Je pense à Dilma Rousseff, à Michelle Bachelet, à Lula, au maire de Kyiv, Vitali Klitschko, à Volodymyr Zelensky... Ce sont des dirigeants qui ont fait face, ou qui font face, à des crises majeures, parfois au péril de leur vie. Ils montrent qu'il faut continuer à se projeter dans l'avenir, même s'il est difficile de dire aujourd'hui à quoi il va ressembler.

**Vous estimez aujourd'hui que les partis politiques en France sont dépassés. Peuvent-ils redevenir utiles ?**

Il y a des tas d'endroits où ils le sont. Je pense, par exemple, au PSOE / les socialistes au pouvoir en Espagne, *ndlr*. Pedro Sánchez a travaillé pour faire en sorte que son parti rede-  
vienne un lieu **Suite page 10**

Suite de la page 9 d'éducation, de formation, de militantisme ouvert sur la société et connecté avec les élus locaux. Mais c'est très difficile de revenir après un affaiblissement comme celui du Parti socialiste français. Au début, on ne peut en vouloir à personne, si ce n'est à nous-mêmes. Mais au bout d'un moment, si vous ne travaillez pas, si vous n'allez pas questionner la société, les syndicats, les intellectuels, vous ne pouvez pas avancer.

**Vous dites, comme d'autres opposants au premier secrétaire, Olivier Faure, que le PS n'a pas de ligne claire ?**

Il n'y a aucun sujet sur lequel on comprend ce que pense le PS ! Lors de la dernière présidentielle nous partions d'une page blanche. Il n'y avait pas de programme, ça a été la croix et la bannière pour le bâtir. Aujourd'hui, les sondages dictent trop souvent les positions des partis politiques. Ceux-ci doivent gagner en popularité certes, mais sans être populistes. Le prochain congrès du PS doit permettre de dégager une ligne politique claire... Si on ne pose pas sur la place publique les visions que l'on propose, ce sera un congrès inutile.

**Vous dites qu'à gauche, une autre voie que Jean-Luc Mélenchon est possible. Mais pour l'instant la social-démocratie n'est qu'un ensemble de chapelles, quand LFI est un mouvement très structuré...**

C'est parce qu'il n'y a pas eu de travail de construction dans ce monde en pleine mutation. On s'est laissé dominer par la loi du plus fort, par celui qui criait le plus fort sans travailler avec, comme boussole, l'objectif de conserver des circonscriptions. Il est impératif de changer pour refonder une force motrice à gauche qui représente à la fois une vision et une méthode. Il faut que toutes celles et tous ceux qui se sentent appartenir à la social-démocratie se parlent et travaillent ensemble.

**Le PS doit-il présenter à tout prix une candidature à la prochaine présidentielle ? Ou doit-il participer à une candidature d'union ?**

Avant toute chose j'exclus une alliance avec Jean-Luc Mélenchon et LFI qui représentent la gauche populiste. Tant que l'on restera dans cette idée, ce sera impossible de gagner.

**Plus personne ne dit vraiment ça au PS. Olivier Faure semble avoir acté qu'une candidature commune avec LFI était impossible.**

Je n'en sais rien. Je ne sais pas où va Olivier Faure qui dit tellement de choses différentes. Maintenant, il se dit qu'il veut être candidat à la présidentielle alors que jusqu'ici, il s'est toujours caché derrière quelqu'un. Il est vraiment temps de passer la main, après deux mandats.

**Et pour la présidentielle ?**

Cela doit se faire avec les syndicats, les associations, les artistes, les intellectuels et les citoyens. Je préfère évidemment que ce rassemblement se fasse autour d'un socialiste, mais si à un moment une figure qui incarne l'ensemble de cette famille-là s'impose, cela me va très bien.

**Dans votre livre, vous critiquez certains aspects du quinquennat de François Hollande qui est très présent en ce moment. Peut-il**

**faire partie des gens qui incarnent l'avenir du PS ?**

Je ne pense pas que la question de la candidature éventuelle de François Hollande puisse devenir l'élément fédérateur, même s'il est très utile, et que c'est important qu'il soit là.

**Votre avenir s'inscrit au PS quoi qu'il arrive dans les prochains mois ?**

J'ai été tentée cinquante fois de quitter le PS mais je ne l'ai pas fait, parce que j'ai le sens de l'histoire. Je vais tout faire pour que ce parti auquel je tiens et dont j'ai porté le drapeau à Paris à deux reprises et en 2022 à la présidentielle redevienne fort.

**Dans votre livre, vous écrivez qu'on n'est jamais mort en politique et que vous voulez contribuer au développement de la social-démocratie. Dans quelles fonctions ?**

Je compte d'abord continuer à parler, à écrire, à intervenir dans le débat public et aider à la reconstruction du Parti socialiste. Pour le reste, je n'ai pas encore arrêté complètement ce que je vais faire mais il y a un besoin de porter, à l'échelle internationale, la question de la justice climatique. Beaucoup d'ONG existent. Je ne veux pas en créer une de plus ou en diriger une mais plutôt essayer de fédérer sur des causes comme la lutte contre pollution, la destruction de la nature et du vivant. Cela peut passer par des actions en justice ou d'autres formats. J'ai aussi envie d'aller vers le documentaire ou vers d'autres formes d'expression qui resteront de la politique. Tout est politique.

Recueilli par **SACHA NELKEN**



Rachida Dati, le 18 janvier 2024 à Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), avec Emmanuel Macron.

## Face aux socialistes, Rachida Dati au défi de l'unité des droites

**L'entrée au gouvernement de l'élue parisienne a fracturé la droite, scindée en trois groupes au Conseil de Paris. Avec le Modem, les macronistes et Horizons, l'union sera pourtant capitale pour battre la gauche en 2026.**

**L**e trône parisien ? La droite court après depuis 2001. Après les règnes de Jacques Chirac et de Jean Tiberi, la formation gaulliste perdait cette année-là l'hôtel de ville. Le prix de la baston entre le maire RPR sortant et Philippe Séguin. Chirac n'avait-il pas lui-même affronté en 1977 Michel d'Ornano, alors maire de Deauville, soutenu par Valéry Giscard d'Estaing, son grand rival ? Dans la capitale, les divisions à droite sont une spécialité locale. « On a payé le prix de l'improvisation », observe David Alphand, élu Les Républicains au Conseil de

Paris et proche de Rachida Dati. Philippe Séguin arrivait d'Epinal, Nathalie Kosciusko-Morizet de l'Essonne... »

**« Diviser pour mieux régner. »**

Candidate à la succession d'Anne Hidalgo, Rachida Dati fait savoir qu'elle se prépare. « Mon objectif, c'est Paris », disait-elle en janvier 2024, sitôt nommée ministre de la Culture. Déjà en lice en 2020, la maire du VII<sup>e</sup> arrondissement connaît la condition sine qua non d'une victoire : rassembler derrière elle les chapelles de la droite et du centre – LR, Horizons, Renaissance et le Modem. « On ne peut pas gagner Paris sans une alliance entre LR et la macronie », convient Philippe Goujon, maire LR du XV<sup>e</sup> arrondissement. Présidente du groupe Modem à la mairie de Paris, Maud Gatel ne dit pas autre chose : « Il y a une opportunité et une envie d'alternance. Ça passera par un rassemblement très large, au-delà des étiquettes. »

En 2020, Dati avait bataillé contre Agnès Buzyn, candidate LREM ;

six ans plus tôt, la candidate UMP Nathalie Kosciusko-Morizet avait dans les pattes le dissident Charles Beigbeder... Une vraie machine à perdre.

A entendre ses proches, la ministre de la Culture œuvre déjà au rassemblement. « Il y a un consensus sur l'incarnation », avance ainsi Nelly Garnier, conseillère de Paris et fidèle de Dati. La candidate a déjà engrangé des soutiens de poids : Agnès Evren, sénatrice et patronne de l'importante fédération locale de LR, et Valérie Péresse, présidente LR d'Ile-de-France. Plus que ses talents de capitaine, les pro-Dati appuient sur la notoriété de l'ancienne garde des Sceaux de Nicolas Sarkozy. « Une élection municipale, c'est la rencontre d'une personnalité et de la population », veut croire Garnier. Superstar et cadot du rassemblement, Dati ? Une élue parisienne s'étrangle : « Sa stratégie, c'est diviser pour mieux régner. Elle fracture plus qu'elle ne fédère. Or, elle ne peut pas faire campagne contre les maires d'arrondisse-

ments. » Dans la capitale, la droite est en format mosaïque. L'entrée de Dati au gouvernement a poussé Francis Szpiner, ex-maire du XVI<sup>e</sup>, à créer un groupe dissident au Conseil de Paris. « La politique, c'est le respect d'une parole donnée et d'une certaine morale », peste l'avocat chiraquien, qui veut « construire une force d'alternance qui n'est pas la droite de Dati ».

**« Tripatouillage électoral. »** Un autre groupe a été mis sur pied en juillet 2024 par Agnès Evren, épaulée par Geoffroy Boulard, maire LR du XVII<sup>e</sup> et Pierre-Yves Bournazel, du parti Horizons. L'élue du XVIII<sup>e</sup>, ancien député, a déjà cédé sa place en 2014 et 2020 pour la course à la mairie. « Jamais deux sans trois », s'amuse un proche de Rachida Dati, alors que Bournazel, de nouveau candidat, juge que « Paris est un cimetière à favoris ».

**« La brique projet est indispensable, et aussi le collectif, puis l'incarnation. On ne gagnera pas en disant qu'on veut remettre des voitures partout. »**

**Maud Gatel**  
Présidente du group Modem à la mairie de Paris





PHOTO ALBERT FACELLY

# Mode de scrutin à Paris, Lyon et Marseille: un projet de loi pour changer de régime

Le texte, dont l'examen débute ce mercredi à l'Assemblée, suscite de fortes oppositions un an avant les municipales.

Partis à Matignon le 3 février pour un déjeuner de la dernière chance, les députés Renaissance David Amiel et Sylvain Maillard, venus défendre la réforme du mode de scrutin municipal à Paris, Lyon et Marseille, ne pensaient pas empêcher la mise si facilement. Quelques jours auparavant, Emmanuel Macron avait touché un mot à son Premier ministre de l'opportunité de réviser le régime spécifique de ces trois métropoles. François Bayrou, convaincu sur le fond, puisqu'il porte l'idée dans ses programmes depuis 2002, a dit banco. Le temps presse, à un an des municipales de 2026. Un créneau a été trouvé au chausse-pied dans l'agenda de l'Assemblée et la proposition de loi des macronistes parisiens doit être examinée en commission ce mercredi. Divine surprise pour Maillard qui pousse depuis deux ans pour «le retour des trois villes au droit commun» et fustige la règle dite PLM, fixée «par Gaston Deferré en 1982 pour gagner Marseille».

Sur le papier, tout paraît simple comme un slogan. «Un Parisien (un Lyonnais ou un Marseillais) = une voix», clament les partisans de la réforme. Dans les trois plus grandes villes de France, ces électeurs votent pour leurs conseillers d'arrondissement ou de secteur. Une partie d'entre eux siège au conseil municipal et élit le maire. L'idée, pour l'avenir, serait de voter pour le conseil d'arrondissement ou de secteur d'une part, et pour le conseil municipal d'autre part, via deux urnes. Dans les faits, l'affaire est un gros sac de nœuds, curieusement ficelé où s'entremêlent intérêts locaux et calculs électoraux. Pour dépassionner le sujet, les députés des territoires concernés ont préféré désigner un rapporteur élu dans aucune des trois villes. Va pour le député (Modem) des Pyrénées-Atlantiques, Jean-Paul Mattei, qui, comme son ami François Bayrou, a reçu les trois maires. Et admet volontiers: «Beaucoup de gens sont défavorables au texte, je n'y vois pas très clair.»

**Improvisation.** Dans la capitale, les socialistes ont lancé l'offensive. La maire, Anne Hidalgo, a écrit au Premier ministre pour lui dire tout le mal qu'elle pense d'un «projet improvisé» qui, par sa «méthode précipitée», accoucherait d'une «régression démocratique». Les deux prétendants PS à sa succession, le député Emmanuel Grégoire et le sénateur Rémi Feraud, y sont hostiles. Les sénateurs PS de Paris doivent voir jeudi le président de leur chambre, Gérard Larcher, qui a déjà reçu les sénateurs LR de la ville. La droite parisienne dénonce aussi improvisation et manque de concertation, à l'exception de trois maires d'arrondissement, Delphine Bürkli (IX<sup>e</sup>), Jean-Pierre Lecoq (VI<sup>e</sup>) et Rachida Dati (VII<sup>e</sup>). Après avoir encaissé, il y a un an, le ralliement à la macronie de leur cheffe de file promue ministre de la Culture, «les LR ont compris qu'avec la réforme PLM, ils étaient bons comme la romaine et allaient se bouffer la candidature de Dati», riposte Sylvain Maillard. Mais à Marseille, c'est précisément l'inverse. Le maire Benoît Payan (DVG) y est favorable alors que le président (Renaissance) de la

région Paca, Renaud Muselier, critique un «grand tripatoillage». A Lyon, l'écologiste Grégory Doucet, très réservé, pointe l'impossibilité d'organiser trois scrutins simultanés dans sa ville où l'on vote déjà pour les représentants d'arrondissement et à la métropole.

Des ajustements sont encore à faire, conviennent les auteurs et le rapporteur du texte, notamment sur le cas lyonnais, la prime majoritaire de 25% pour la liste en tête (contre 50% ailleurs) ou pour résoudre un bug: un maire d'arrondissement ne serait plus assuré de siéger au Conseil de Paris. «Le texte n'améliore pas la gouvernance, n'aborde pas la question des compétences», déplore la députée écologiste de Paris, Léa Balage El Mariky, qui souhaite un débat large après 2026, jugeant que «ce n'est pas la priorité du mo-

ment». «Dans ce cas, ce n'est jamais le bon moment. Si le mode de scrutin n'est pas bon, changeons-le», réplique Jean-Paul Mattei. Certains macronistes ou détracteurs du mode de scrutin actuel ont des doutes sur les modalités de la réforme. La présidente de l'Assemblée, Yaël Braun-Pivet, a voulu saisir le Conseil d'Etat pour avis, mais Sylvain Maillard a contré la requête – comme auteur du texte, c'est son droit. Et Pierre Charon, ex-sénateur LR qui a ses entrées à l'Elysée, a vu François Bayrou pour suggérer un autre dispositif que les deux urnes, «une usine à gaz», et prôner un projet de loi.

**Décalée.** Sauf que le gouvernement compte aussi ses rétifs, dont le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau. Son collègue François-Noël Buffet était censé porter la position du gouvernement lors du débat mais l'ex-sénateur LR est loin d'être emballé. Il devrait être remplacé par Patrick Mignola ou François Rebsamen... si le texte arrive en séance. Casée la semaine du 17 mars, après la proposition de loi contre le narcotrafic, la réforme PLM pourrait, faute de temps, être décalée à début avril. Pour quelle issue? A Matignon, on se fait philosophe. Tout comme Jean-Paul Mattei: «Cela mérite un débat de fond mais s'il n'y a pas de consensus, tant pis, ce n'est pas un drame.»

LAURE EQUY

«Les LR ont compris qu'avec la réforme PLM, ils étaient bons comme la romaine et allaient se bouffer la candidature de Dati.»

Un socialiste

Autant de velléités personnelles auxquelles s'ajoutent les desiderata du Modem et des macronistes. Quid en effet des ambitions de Gabriel Attal ou de Clément Beaune? Si ce petit monde se bouscule au portillon de 2026, une primaire élargie pourrait être envisagée, selon Sylvain Maillard, patron du parti présidentiel dans la capitale. «Dati discute avec tout le monde, avance de son côté un conseiller LR. Elle veut ménager ses chances de faire une alliance.»

Dans son camp, la ministre bute également sur l'os de la réforme du mode de scrutin à Paris, Lyon et Marseille. «C'est du tripatoillage électoral qui permet à Dati et aux macronistes d'entrer au Conseil de Paris en contournant les places fortes de la droite», râle Szpiner. Aussi, la candidate sait qu'elle ne pourra pas se contenter d'étriller le bilan d'Hidalgo pour emporter le cœur des Parisiens.

En 2020, la candidate Les Républicains avait fait campagne sur la sécurité et la propreté. «On a péché par des manques», reconnaît David Alphand. «La brique projet est indispensable, et aussi le collectif, puis l'incarnation, abonde Maud Gatel. On ne gagnera pas en disant qu'on veut remettre des voitures partout.» En décembre, Rachida Dati a lancé un premier atelier thématique autour du «surtourisme». Un deuxième rendez-vous était calé mardi sur la mobilité. Une petite agitation qui fait sourire Francis Szpiner: «En perdant Anne Hidalgo, certains ont perdu leur meilleur agent électoral.» Ambiance.

VICTOR BOITEAU



Lilith Marceau, qui exerce depuis bientôt un an à Valence, ressent un «sentiment de danger».

# Sexologues

## «Un patient m'a expliqué qu'il fantasmaît sur moi»

Demandes de services sexuels, masturbation au téléphone ou au cabinet, harcèlement... Dans une profession majoritairement féminine, des praticiennes témoignent des agressions et violences sexuelles dont elles sont victimes au quotidien.

Par  
**MARLÈNE THOMAS  
DECREUSEFOND**  
Photos  
**JULIETTE TREILLET**

Elles usent souvent de périphrases, comme un paravent à la réalité des violences. «Comportements malveillants», «inappropriés»... Pauline (1), sexologue clinicienne de 30 ans, préfère, elle, ne pas qualifier. Et développe plutôt un ressenti, partagé par ses neuf autres consœurs interrogées par Libération : «Je me suis sentie utilisée.» Marine Foret, 30 ans, se souvient de ses premières prises de contact en tant que sexologue clinicienne (c'est-à-dire non issue du milieu médical ou paramédical), à Angers. «J'ai reçu un SMS d'un homme me demandant s'il pouvait se masturber sur moi. C'était mon premier contact, il y a deux ans. Le deuxième était quasi similaire. Je me suis dit, "si j'ai ça tout le temps, ça ne va pas être possible." Je tombais un peu des nues.»

Ces praticiennes subissent de plein fouet la misogynie, décuplée par leur expertise sur la sexualité et par l'absence de reconnaissance de leur profession en France. Si les sexologues, amenées à traiter divers troubles liés à la sexualité, accompa-

gnent parfois des personnes ayant subi des violences sexistes et sexuelles, leur statut de victimes est encore un impensé. Une enquête menée par Swan Bargue, sexologue clinicienne de 33 ans et ancienne analyste de données, auprès de 127 praticiens sur les 1500 à 2000 que compterait la profession, a révélé en 2024 le caractère systémique des «comportements sexuels inappropriés». «C'est le terme utilisé dans la littérature scientifique, mais ça correspond à des violences sexistes et sexuelles», complète la Lyonnaise. Parmi les répondants (dont 116 sont des femmes), 91% en ont subi durant leur carrière et 39% y ont été confrontées dans les trente derniers jours.

«On est en permanence assaillies de comportements cherchant à intimider, se moquer, à nous empêcher de travailler, mais aussi à nous utiliser. Certains pensent qu'on va fournir un service sexuel gratuit, puisqu'on est ouvertes à parler de sexualité», s'alarme Swan Bargue, décrivant «un continuum de violences» touchant particulièrement les femmes, largement majoritaires dans cette profession. Ces violences émergent dès la prise de contact. Un quart des répondantes rapportent avoir subi, dans le mois précédent, des appels sans intention de prendre rendez-



vous uniquement destinés à «avoir une conversation excitante», 14% ont été confrontées à l'évocation de «possibles interactions sexuelles en consultation» et 13% à des «demandes de services sexuels». Au début de son exercice, fin 2022, Lydia (1) recevait ces appels tous les jours. Systématiquement des hommes. «Ça m'a fait beaucoup douter de mon choix de reconversion. Je me suis posé énormément de questions sur ma sécurité personnelle, ma posture», énumère cette psychologue clinicienne de 46 ans. Elle a ensuite continué son recensement : en moyenne trois à cinq appels de ce type reçus chaque mois. Elle se souvient de «celui de trop», auquel elle répond «tremblotante». «Un homme me demande si "je suis ouverte à tout". Et il enchaîne sur "et sinon, tu pratiques quoi ? La sodomie ? Avec, sans capote, lubrifiant, pas lubrifiant ?"» Elle lui rétorque que «sa profession se respecte» et menace de déposer plainte. «Il m'a dit que je n'oserais jamais et il n'avait pas tout à fait tort. J'estime que la justice doit être saisie pour des choses plus importantes.»

### Devoir «recadrer en consultation»

Marlène Selli reçoit des appels similaires deux à trois fois par semaine. Ils pourraient être qualifiés d'outrages sexistes ou sexuels, voire de harcèlement sexuel. Installée depuis un an à Paris, cette sexologue clinicienne de 38 ans ajoute, lasse : «Ces coups de téléphone sont parfois suivis de messages comme "on peut se voir tout de suite, parce que j'ai besoin de cracher".» Se sentant «protégée par son âge», Cynthia (1), sexologue clinicienne de 51 ans, regrette toutefois que «des hommes essaient volontairement de choquer et éprouvent du plaisir à utiliser des mots crus. On se sent utilisées pour une activité quasi masturbatoire». L'envoi de «dick pics» (photos intimes transmises souvent sans le consentement du destinataire), passible de deux ans d'emprisonnement et 60 000 euros d'amende, bouscule aussi leur quotidien. «J'en reçois tous les jours sur Instagram», déplore Virginie Clarenc, infirmière sexologue à Morlaix (Finistère) et formatrice de 54 ans. Les «regards pesants», «remarques graveleuses», Lilith Marceau, 28 ans, en a essuyé dès l'évocation de ses études de sexologie à son entourage. «Ce qui arrive souvent, c'est de recevoir des appels d'hommes, en numéro inconnu, qui se masturbent et jouissent au téléphone. Dans ces cas-là, je me sens un peu salie.» Les premières fois, la vingtenaire, qui exerce à Valence (Drôme) depuis bientôt un an, ressent «un sentiment de danger» et se demande : «Cette personne qui me harcèle sexuellement va-t-elle venir au cabinet ?» «Très mal accueillie» en garderie où elle pensait que la provenance des appels serait retracée, Lilith Marceau a été «découragée» de déposer une main courante. Lydia, elle, dénombre que «dans la moitié des appels reçus, ils se masturbent». Des «demandes de rapports sexuels» sont aussi fréquem-

ment rapportées : «On nous confond avec des travailleuses du sexe», constate Marine Foret. Ces violences protéiformes ne s'arrêtent pas à la barrière de la consultation. «En visio, il y a des gens qui se déshabillent, se masturbent. Ça m'est arrivé assez couramment au début parce que j'avais à cœur de prendre tout le monde en charge, de ne pas rater un rendez-vous pour une personne en souffrance. J'écoutais moins mon instinct», témoigne Virginie Clarenc.

Pauline se souvient, elle aussi, de ce rendez-vous vidéo où elle ne voyait pas le visage de son patient, seulement «son menton», «sa chemise ouverte» et son «entrejambe couvert d'un pantalon». La sexologue lui demande de fermer sa chemise, de remonter sa caméra et pose le cadre de la consultation. «Il s'est énervé, m'a dit : "Vous aviez l'air tellement douce sur vos photos. Là, vous n'êtes pas du tout comme ça. Je vous trouve trop assertive."» Il quitte la consultation avant de l'inonder pendant des semaines de très longs mails, discourant pêle-mêle sur ses fantasmes, ses vacances naturistes, tout en commentant son physique. «Il a tenté de reprendre rendez-vous, j'ai refusé.» Ce sont plusieurs patients que Lilith Marceau a dû, elle aussi, «recadrer en consultation», au sein même de son cabinet. «Ils m'incluaient dans leurs propos sexuels. L'un d'entre eux m'a demandé que je le touche et se touchait en même temps.» La sexologue, qui s'est lancée dans un sport de combat pour se protéger, accueille des auteurs de violences sexuelles. Elle tente de se convaincre : «Leurs comportements envers moi peuvent être utiles pour pointer leur côté inadapté.» Faute de places disponibles chez des psychologues spécialisés, Virginie Clarenc prend aussi en charge des injonctions de soins de personnes condamnées pour violences sexuelles. «Dans ce cadre, un patient a commencé à m'expliquer

**«Beaucoup intègrent l'idée qu'elles auraient pu provoquer ces comportements. Ce n'est évidemment pas le cas. La preuve, ça arrive à tout le monde»**

**Swan Bargue**  
sexologue clinicienne,  
autrice d'une enquête  
sur la profession

qu'il fantasmaient sur moi. J'ai recadré jusqu'au jour où il m'a dit avoir téléchargé des photos de moi sur Internet, qu'il se masturbait dessus. Puis, il s'est mis la main dans le pantalon pour se masturber devant moi. Il devait faire 1 m 95, 150 kg, j'ai eu très peur.» Elle met un terme à la thérapie. Plusieurs mois après, il la recontacte, demande de revenir, la harcèle par téléphone, mails, messages. «Jusqu'au jour où je l'ai retrouvé, un soir, devant la porte du cabinet. Et là, j'ai encore eu très peur», raconte-t-elle, le souffle coupé. Elle monte dans sa voiture et fuit rapidement, avant de déposer une main courante, «qui n'a mené à rien». Le harcèlement durera un an et demi.

### Mettre en place des stratégies d'évitement

L'enquête sur les comportements sexuels inappropriés montre que 3% des répondantes ont déjà subi une agression sexuelle et 3% des menaces de viols. Bien que la plupart des consultations «se passent bien», Virginie Clarenc ne se balade plus sans «s'la bombe au poivre», fait toujours sortir son chien en premier devant elle et ne quitte

plus le cabinet par la même porte dans la pénombre de l'hiver. «Je ne me sens plus en sécurité. Je fais le tour par mon garage pour accéder à ma voiture sans être directement sur la rue.» Ses angoisses sont renforcées par des «messages d'un anonyme reçus sur Facebook». «Un jour, il m'a dit "Je vous ai croisée au rayon des conserves au supermarché" ou "Je suis passé devant le cabinet, j'ai vu que vous n'aviez pas éteint les lumières."» Sentiment d'insécurité, angoisses, remise en cause du choix de ce métier... Les conséquences pour ces professionnelles sont lourdes. Toutes ont mis en place une panoplie de stratégies d'évitement. Comme 14% des sexologues ayant répondu à l'enquête, Lydia a retiré son numéro de téléphone. «J'ai beaucoup hésité car le contact téléphonique peut rassurer.» Charlotte (1) n'y répond, elle, tout simplement plus. «Je perds certainement des patients», présume-t-elle. Ayant subi, elle aussi, «un harcèlement sexuel téléphonique», Hélène Betems, psychosexologue de 52 ans exerçant à Lille, impose une prise de rendez-vous en ligne et de remplir un questionnaire sur le motif de la consultation. «Depuis, je n'ai plus de problème. A un moment, je n'acceptais plus que des femmes.» Certaines, comme Virginie Clarenc, font même régler la consultation en amont. «La personne qui veut juste se masturber, choquer, aggraver, ne veut pas payer. Ça a été la solution la plus efficace.» Cette nécessité de se prémunir des violences entrave ces sexologues, souvent en reconversion, dans la construction de leur patientèle. «On doit jongler entre le besoin de se protéger et celui de faire connaître son activité, dont il n'est pas toujours facile de vivre», appuie Swan Bargue. Au cas où ces filtres ne suffiraient pas, ces femmes organisent des dispositifs d'alerte. En s'équipant de porte-clé alarme ou en prévenant le gardien de son immeuble, comme le fait Ly-

dia. Si elle appelle et ne dit rien, il faut «intervenir». «Beaucoup intègrent l'idée qu'elles auraient pu provoquer ces comportements. Ce n'est évidemment pas le cas. La preuve, ça arrive à tout le monde», met en regard Swan Bargue. «Au début, je me suis demandé si la photo sur mon site était en cause. Je n'ai pourtant pas de décolleté et j'ai un pull noir pour ne pas montrer mes formes», souligne Lydia. Pauline s'est constituée un uniforme «très neutre», «jean tee-shirt». Une seule fois, elle s'est permis une robe, «ample», tombant jusqu'à ses pieds. «J'essaie qu'on voie le moins possible mon corps.» Marine Foret s'impose, elle, «des pantalons même par 40°C». Peu d'entre elles ont été sensibilisées à la prévalence de ces violences sexistes et sexuelles. «Une personne sur quatre a été formée à les reconnaître ou a été prévenue que ça allait arriver. Plus des trois quarts réclament une sensibilisation systématique», souligne Swan Bargue. Les rares fois où il en est question, les propos sont souvent banalisants. «Une prof nous a dit qu'il fallait prendre en compte que la personne est en souffrance, comme si cela autorisait à avoir des propos dégradants...» s'indigne Lydia. Comme d'autres, Charlotte s'est entendue dire qu'elles «recevaient des appels bizarres», sans plus.

La présidente du Syndicat national des médecins sexologues, Carol Burté, 65 ans, balaye ces critiques d'un revers de main : «J'ai eu un paquet de fois des remarques plus qu'ambiguës ou des invitations. Si on sait mettre les gens à leur place, je n'appelle pas ça une agression.» Quand elle intervient auprès d'étudiants en médecine suivant une spécialisation sur la santé sexuelle, Virginie Clarenc convoque, elle, sa propre expérience. En attendant une sortie de cette inertie institutionnelle, certaines sexologues, comme Camille Bataillon, qui a dédié deux épisodes de son podcast *Camille parle sexe* à ce sujet, tentent de briser l'omerta. Et une solidarité s'organise entre elles. «Il n'existe aucune procédure de soutien dans les organisations professionnelles. Il m'arrive donc de prévenir mes collègues lyonnaises quand quelqu'un me contacte avec une demande inappropriée», esquisse Swan Bargue. Des hommes appellent parfois plusieurs praticiennes. Pour Pauline, «il faut faire corps». ◆

(1) Les prénoms ont été changés.



Virginie Clarenc, infirmière sexologue, fait régler sa consultation en amont.

**LIBÉ.FR**

**En plein essor, l'activité des sexologues ne bénéficie d'aucune reconnaissance officielle en France.** Éclatés entre différentes branches, soignants et non-soignants proposent une approche d'accompagnement complémentaire, malgré un certain nombre d'antagonismes sur la prise en charge des patients.



LIBÉ.FR

### Chute de Wall Street : comment le projet idéologique de Trump fait dévisser les marchés

Lors de son premier mandat, le président américain avait indexé sa réussite au cours de la Bourse à New York. Il n'en est désormais plus question pour le milliardaire, obnubilé par sa stratégie de moins d'Etat et de toute-puissance autarcique, quitte à mettre l'économie de son pays en péril. L'analyse de notre correspondant est à lire sur notre site. PHOTO AFP



Le dirigeant kurde Mazloum Abdi (à gauche) et le président syrien par intérim, Ahmed al-Charaa, à Damas lundi. PHOTO SANA. AP

# En Syrie, les Kurdes acceptent d'intégrer le nouvel Etat

**Sous l'impulsion des Etats-Unis, un accord a été trouvé lundi par les dirigeants kurdes du nord-est syrien et le président provisoire, Ahmed al-Charaa. Ses modalités restent à préciser mais il éloigne la menace d'affrontements communautaires.**

Par  
**LUC MATHIEU**

Pour l'occasion, Mazloum Abdi, le dirigeant kurde et chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), a troqué son treillis habituel pour un costume. Sur la photo officielle, il est assis à la droite du président syrien

par intérim, Ahmed al-Charaa, lui aussi en costume. Derrière eux, deux drapeaux de la Syrie. Les deux hommes ont signé lundi un accord historique. Les forces kurdes, qui contrôlent le nord-est du pays, acceptent d'être intégrées, tant au niveau civil que militaire, au nouvel Etat syrien. Une fragmentation du pays, épuisé après treize ans de guerre et cinquante-quatre ans de dictature de la famille Assad, est aujourd'hui beaucoup moins probable. La date de cet accord ne doit rien au hasard. Ahmed al-Charaa a traversé vendredi et samedi la crise la plus grave et dangereuse depuis sa prise de pouvoir le 8 décembre. Des affrontements entre des loyalistes de l'ancien régime et les nouvelles forces de sécurité ont dé-

né dans les environs de Tartous, sur la côte méditerranéenne, en vengeances massives. Selon le dernier bilan du Réseau syrien des droits de l'homme, 420 civils, en très grande majorité alaouites, et des combattants désarmés ont été abattus par des factions liées à l'actuel gouvernement. Les loyalistes auraient eux tué 211 civils, d'après la même source. Une commission d'enquête a été nommée. «Il y a quelques mois, Ahmed al-Charaa disait qu'il réunifierait la Syrie soit avec un accord, soit avec une intervention militaire, explique le chercheur Félix Legrand. L'option militaire contre les FDS n'était plus possible aujourd'hui, elle aurait été suicidaire. Al-Charaa n'a pas la capacité d'ouvrir un deuxième front, en plus de

celui dans l'ouest. Cela aurait aussi empêché la levée des sanctions. Damas et les Kurdes ont choisi l'option la plus raisonnable, celle de la non-confrontation.»

**Allusion.** L'accord signé affirme que «la communauté kurde est une composante essentielle de l'Etat syrien», qui «garantit son droit à la citoyenneté et l'ensemble de ses droits constitutionnels», tout en rejetant «les appels à la division, les discours de haine et les tentatives de semer la discorde entre les différentes composantes de la société syrienne». Une allusion directe aux tentatives d'Israël, et dans une moindre mesure de l'Iran, de jouer sur les divisions communautaires pour affaiblir le pouvoir central. Alors que l'accord

venait d'être signé, l'aviation israélienne a d'ailleurs bombardé des positions militaires dans la province de Deraa (Sud). Les modalités de l'accord signé lundi restent à préciser. En l'état, le texte reste vague sur la façon dont l'appareil

**Le texte est suffisamment flou pour que chaque partie puisse l'interpréter comme cela l'arrange.»**

**Félix Legrand**  
chercheur

kurde sera intégré à l'Etat syrien. Les Kurdes ont créé leur propre administration et forces militaires dans le nord-est; celles-ci seront-elles disséminées dans la future armée ou seront-elles intégrées en bloc, en conservant leur hiérarchie? Même interrogation concernant l'administration autonome: sera-t-elle totalement dissoute ou intégrera-t-elle seulement des fonctionnaires venus de Damas ou d'autres régions? «Le texte est suffisamment flou pour que chaque partie puisse l'interpréter comme cela l'arrange», note Félix Legrand.

**Basculement.** Un accord, même imprécis, était ouvertement souhaité depuis plusieurs semaines par l'administration américaine et plusieurs autres pays occidentaux, dont la France. «Nous poussons Mazloum Abdi à abandonner son treillis militaire pour un costume politique», expliquait récemment une source diplomatique. L'armée américaine dispose d'environ 1800 soldats dans le nord-est syrien. Concentrés sur la lutte contre l'Etat islamique, qui a toujours des cellules dans la région, ils permettent aussi de contenir les velléités d'intervention armée de la Turquie contre les forces kurdes.

Cette hypothèse, alors que personne ne sait si l'administration Trump va désengager ou non les troupes américaines, est devenue beaucoup moins probable depuis que le chef du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), Abdullah Ocalan, détenu depuis vingt-six ans, a appelé le 27 février à la cessation des combats et à la dissolution du mouvement. Le parti au pouvoir dans le nord-est de la Syrie, le PYD, est le pendant syrien du PKK. Pour marquer son basculement dans la sphère politique, les Occidentaux ont demandé à Mazloum Abdi de renvoyer en Irak les principaux cadres du PKK présents en Syrie, soit moins de dix personnes. Dans la nuit de lundi à mardi, des manifestations de joie saluant l'accord ont éclaté dans le nord-est syrien, y compris à Qamichli, le siège du pouvoir des autorités kurdes. ◆





## Collision en mer du Nord : «Il faut s'attendre à une pollution plus atmosphérique que marine»

Nicolas Tamic, directeur adjoint du Centre français spécialisé dans les pollutions accidentelles des eaux, estime peu probable le risque de marée noire au large des côtes anglaises, après l'accident survenu lundi entre un pétrolier et un porte-conteneurs, dont le capitaine a été arrêté mardi alors qu'un marin, toujours porté disparu, est présumé mort selon le secrétaire d'Etat chargé du Transport maritime. PHOTO AP

## «On a gagné notre dignité et le respect.»

**LAYLA MABROUK**

meneuse (CFDT) du mouvement de grève du personnel d'entretien à Sciences-Po Paris

Il aura suffi de cinq jours de grève pour que le personnel de ménage de Sciences-Po Paris fasse plier la prestigieuse école et son employeur, la société Atalian (2 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2023). A l'issue d'une réunion qui s'est déroulée mardi matin au siège d'Atalian, à Vitry-sur-Seine, les 77 agents d'entretien, en grève depuis jeudi pour dénoncer leurs conditions de travail, ont mis fin à leur mouvement de la meilleure façon possible : par une victoire et la signature d'un accord leur ouvrant de nouveaux droits.

Les salariés ont notamment obtenu le paiement d'un treizième mois, y compris pour les nouveaux arrivants, et la création d'une commission mixte avec leur employeur et les représentants du personnel pour revoir la charge de travail et les qualifications de chaque personne, au cas par cas. Pour Layla Mabrouk, meneuse du mouvement et déléguée CFDT, cette issue heureuse «est un grand soulagement pour les grévistes».

La grande école est actuellement en discussion pour le renouvellement du contrat de sous-traitance, qui expire le 31 mars. Après cette date, il n'est pas encore clair qui d'Atalian ou d'une autre entreprise reprendra l'entretien. Mais quoi qu'il arrive d'ici là, l'accord de site conclu mardi s'appliquera au prochain prestataire choisi par Sciences-Po Paris. «On a gagné notre dignité et le respect du donneur d'ordre, c'est le plus important pour nous», ajoute Layla Mabrouk.

**JEAN-BAPTISTE CHABRAN**

Plus d'informations sur Libération.fr

## Feu vert pour l'examen au Parlement du consentement dans la définition du viol

Son avis sera sans doute central dans le futur débat législatif sur la définition du viol, dont l'horizon vient de s'éclaircir. Saisi par la présidente de l'Assemblée nationale, le Conseil d'Etat indique dans ses conclusions, rendues la semaine dernière, ne pas voir «d'obstacle» à l'examen de la proposition de la loi (PPL) visant à inscrire le consentement dans la définition du viol. En conséquence de quoi, mardi, la conférence des présidents de l'Assemblée nationale a approuvé l'examen du texte durant la semaine transpartisan du 31 mars. Yaël Braun-Pivet avait décidé de saisir la plus haute juridiction administrative afin de statuer sur ce texte, déposé après un travail parlementaire de longue haleine mené par les députées Marie-Charlotte Garin (Les Ecologistes) et Véronique Riotton (Ensemble pour la République, EPR).

Afin de lutter contre ce que les deux députées avaient nommé le «chemin de l'impunité» – huit victimes sur dix ne portent pas plainte et 73 % des plaintes pour violences sexuelles sont classées sans suite –, le texte

propose d'inscrire l'absence de consentement de la victime dans le code pénal et de définir cette notion. La PPL borde : «Le consentement suppose que celui-ci a été donné librement», «est spécifique et peut être retiré avant ou pendant l'acte à caractère sexuel», est «apprécié au regard des circonstances environnantes» et «ne peut être déduit du silence ou de l'absence de résistance de la personne». Le texte conserve les quatre critères de la définition du viol actuelle.

Dans un document de treize pages, que Libération a consulté, le Conseil d'Etat souligne que bien qu'absent de la définition pénale, «le défaut de consentement est néanmoins regardé par la jurisprudence et la pratique juridictionnelle comme un élément clé, qui est au cœur des débats judiciaires lorsque la matérialité des faits n'est pas contestée». Le procès des viols de Mazan avait été en cela exemplaire que la manière dont les 51 accusés s'étaient assurés du consentement de Gisèle Pelicot était systématiquement interrogée. La haute autorité ajoute que «le principal ap-

port de la proposition de loi est de consolider par des dispositions expresses et générales les avancées de la jurisprudence», notamment en ce qui concerne les notions de surprise et de contrainte.

Cette «consolidation» des définitions du viol et de l'agression sexuelle ferait aussi office de clarification, selon le Conseil d'Etat. Elle aurait «l'avantage de centrer le débat judiciaire, et donc l'écho qu'il peut avoir dans la société, sur cette réalité que le viol, comme les autres agressions sexuelles, est avant tout un viol du consentement». S'attardant sur les mythes tenaces sur le viol, qui en font un acte commis avec violence physique, dans la rue, par des inconnus, l'institution ajoute que «l'impact de cette formulation dans la société et en particulier sur la conscience des auteurs de faits susceptibles d'être réprimés pourra être significatif».

Si cette mesure divise juristes et féministes, l'institution dégonfle certaines inquiétudes : cette motivation de la définition «n'instaure pas une présomption de culpabilité qui conduirait

à priver la personne mise en cause du droit de se défendre» et ne renverse pas la charge de la preuve. «La démarche d'investigation que la proposition de loi se propose d'orienter n'est évidemment pas dirigée vers le plaignant [...] mais vers l'auteur, le crime résultant de ses agissements au mépris de l'absence de consentement, avant toute recherche des quatre types d'action auxquels il a pu recourir».

Désormais inscrit à l'ordre du jour, le texte sera probablement examiné entre le 31 mars au soir et le 1<sup>er</sup> avril, selon l'entourage de Marie-Charlotte Garin, après un passage en commission des lois le 26 mars. Cette nouvelle définition du viol permettrait à la France de mettre le droit national en conformité avec la convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes, ratifiée en 2014. Une dizaine d'Etats membres de l'UE ont, depuis 2016, amendé leur législation pour y intégrer la notion de consentement.

**MARLÈNE THOMAS DECKEUSEFOND**

A lire en intégralité sur Libé.fr

## Nahel : l'IGPN propose un conseil de discipline pour le policier tireur

Une scène dramatique où se confrontent «l'appréciation technique» et «l'appréciation humaine, dans le stress et l'incertitude du moment». Voilà l'opposition qu'identifie l'inspection générale de la police nationale (IGPN), en conclusion de son enquête administrative sur la mort de Nahel Merzouk, adolescent tué au volant d'une voiture par le policier Florian M., le 27 juin 2023 à Nanterre (Hauts-de-Seine). Pour trancher ce dilemme, l'IGPN – qui n'a pas de pouvoir de sanction – propose que le brigadier auteur du tir soit renvoyé devant le conseil de discipline. D'un côté, l'enquête judi-

ciaire a mené le parquet de Nanterre à requérir récemment un renvoi pour meurtre du policier – il appartient dorénavant aux juges d'instruction de se prononcer. De l'autre, l'enquête administrative observe «ce qui apparaît comme étant, matériellement, un usage disproportionné de l'arme de service», écrit la commissaire divisionnaire dans la synthèse de la procédure, datée du mois de janvier et consultée par Libé. En s'appuyant notamment sur des pièces issues de la procédure judiciaire, comme des rapports d'experts, dont le parquet de Nanterre a autorisé le versement dans l'en-

quête administrative, elle propose «que cette situation particulière, qui confronte l'appréciation technique de la séquence de tir à une appréciation humaine, dans le stress et l'incertitude du moment, soit portée devant le conseil de discipline afin qu'une formation paritaire puisse échanger et statuer». Le conseil de discipline, composé à égalité de représentants des syndicats et de l'administration, n'a pas vocation à prononcer de sanction mais éventuellement à en proposer une. Il appartiendrait ensuite au ministre de l'Intérieur de la signer.

**FABIEN LEBOUQU**

Lire en intégralité sur Libé.fr

## France Bouygues touché par une panne dans la nuit de lundi à mardi

Impossible de passer un appel ou d'envoyer un texto, et encore moins d'accéder à Internet. Les services de Bouygues Telecom ont traversé une longue interruption, ont constaté les clients de l'opérateur, mardi. Selon le site spécialisé DownDetector, où les utilisateurs peuvent rapporter eux-mêmes un incident, les difficultés ont commencé peu avant 5 heures, avant d'atteindre un pic de pannes signalées deux heures plus tard, puis la situation a semblé se rétablir autour de 7h30. L'entreprise n'a pas donné de précision sur les causes de ce black-out.

## Philippines L'ancien président Rodrigo Duterte arrêté pour crime contre l'humanité

Il était dans le viseur de la Cour pénale internationale (CPI) depuis plusieurs années. L'ancien président des Philippines Rodrigo Duterte a été arrêté mardi à l'aéroport de Manille et embarqué dans la foulée à bord d'un avion à destination de La Haye, en application d'un mandat d'arrêt de la CPI qui le soupçonne de crime contre l'humanité pour sa guerre meurtrière contre les stupéfiants. Les organisations de défense des droits humains estiment que, lors d'une campagne de répression débutée en 2016, des dizaines de milliers d'hommes, pour la plupart pauvres, ont été tués par des policiers et des groupes d'autodéfense, souvent sans qu'il soit prouvé qu'ils étaient liés à la drogue. (Avec AFP)



REUTERS



**L'avocat de Boualem Sansal, écrivain incarcéré en Algérie, fait appel à l'ONU et à l'Union africaine**

Lors d'une conférence organisée à Paris mardi par Antoine Gallimard, l'éditeur de l'auteur franco-algérien emprisonné depuis la mi-novembre, son avocat, François Zimeray, a affirmé qu'il lui était aujourd'hui impossible de défendre son client. Ajoutant sa volonté de saisir les deux organisations internationales. PHOTO AFP

# Chlordécone aux Antilles: l'Etat français condamné

Alors que 1286 Guadeloupéens et Martiniquais contaminés demandaient une indemnisation au titre du «préjudice d'anxiété», onze d'entre eux ont obtenu gain de cause mardi.

Par  
**JULIEN LECOT**  
et **ANAÏS MORAN**

**V**ictoire partielle mais avancée majeure dans le dossier du chlordécone. La cour administrative d'appel de Paris a donné raison mardi à onze personnes qui demandaient une indemnisation au titre du «préjudice d'anxiété» pour avoir été exposés, durant des années, au pesticide utilisé dans les bananeraies de Martinique et de Guadeloupe. D'après l'arrêt que *Libération* a pu consulter, elles recevront chacune entre 5 000 et 10 000 euros. «L'Etat a commis des fautes en accordant des autorisations de vente d'insecticide, [...] en manquant de diligence pour évaluer la pollution liée à cet usage» et pour «y mettre fin», explique la cour dans un communiqué.

«C'est inédit de voir la justice indemniser des habitants des Antilles dans le dossier du chlordécone, réagit auprès de *Libération* leur avocat, Christophe Lèguevaques. L'Etat est reconnu fautif pour avoir caché durant des années la dangerosité du produit, et ça aussi, c'est une bonne nouvelle. En revanche, la cour administrative d'appel de Paris nous montre une voie très étroite pour permettre l'indemnisation. Selon elle, il faut avoir un profil précis pour être une victime de préjudices moraux et prétendre à une réparation.»

Dans ce dossier hors normes, 1286 Guadeloupéens et Martiniquais étaient requérants et espéraient remporter



Lors d'une manifestation à Paris, le 10 novembre. PHOTO BERTRAND GUAY. AFP

la même victoire que les salariés exposés aux fibres microscopiques d'amiante et qui peuvent désormais obtenir des dommages-intérêts en réparation de leur «sentiment d'inquiétude permanente généré par le risque de déclarer à tout moment une maladie liée à l'exposition à une telle substance».

Aux Antilles, le chlordécone appliqué sous forme de poudre blanche a été utilisé par centaines de tonnes dans les plantations de bananiers, entre 1972 et 1993, malgré des alertes sanitaires répétées sur la toxicité de ce pesticide pour les humains – l'Organisation mondiale de la santé l'avait classé comme «cancérogène probable» dès 1979. Aujourd'hui, plus de 90 % des résidents des deux îles présentent des niveaux de chlor-

décone détectables dans le sang, selon Santé publique France.

En première instance, le tribunal administratif de Paris avait reconnu les «négligences fautives» de l'Etat dans le dossier du chlordécone.

Une grande première judiciaire. Les magistrats avaient notamment pointé le fait que les autorités avaient attendu trois ans de plus qu'en France métropolitaine pour interdire l'utilisation du produit aux Antilles. Mais les demandes d'indemnisation pour préjudice d'anxiété avaient, elles, été rejetées par les juges.

En appel, la cour a donc jugé que l'Etat devait indemniser onze personnes qui, dans cette procédure, ont présenté suffisamment d'éléments «tels que des dosages

sanguins, le cas échéant corroborés par des analyses de sols, pour établir une exposition effective [...] et le caractère élevé des risques en découlant». Il s'agit de quatre hommes ayant été atteints d'un cancer de la prostate et présentant «un risque élevé de connaître une récurrence» – le taux d'incidence de ce type de cancer est parmi les plus élevés au monde aux Antilles et l'Inserm a établi en 2021 qu'il y avait une «présomption forte» du lien entre l'exposition au chlordécone et le risque de survenue de cette maladie. Vont également être indemnisés cinq requérants qui présentent «un risque de développer un cancer de la prostate» et deux femmes qui ont eu des graves problèmes lors de leurs grossesses (fausses couches ou mort *in utero* de fœtus). ◆

# 209 milliards

C'est, au total, en dollars, ce qu'ont perdu les cinq milliardaires présents à l'investiture de Trump depuis la cérémonie il y sept semaines, selon les calculs de l'agence Bloomberg. Le plus grand perdant est Elon Musk, patron de Tesla, qui a vu fondre sa fortune de 148 milliards de dollars, suivi du créateur d'Amazon, Jeff Bezos, qui a récemment dit adieu à 29 milliards. Les deux hommes sont suivis de Sergey Brin (Google), Marc Zuckerberg (Meta) et Bernard Arnault (LVMH).

# Manus

C'est le nom de la nouvelle intelligence artificielle chinoise, qui fait son apparition un mois après DeepSeek et chamboule le milieu de la tech. L'outil est présenté comme «un aperçu de ce que serait une intelligence artificielle générale». Comprendre : une IA aussi intelligente que l'humain, voire plus. Le robot permettrait de trier des CV, rechercher un bien immobilier ou analyser des cours boursiers. Pour mieux comprendre l'agitation autour de ce nouveau venu, retrouvez l'interview sur notre site de Benjamin Pajot, chercheur spécialisé dans les domaines cyber et numérique. **E.V.**

# 17 %

C'est la part des centres urbains dans le monde qui respectent les recommandations de l'OMS sur les concentrations de particules fines, selon un rapport sur la qualité de l'air de l'entreprise suisse IQAir publié mardi. En 2021, la pollution de l'air était le principal risque environnemental pour la santé, responsable de 8,1 millions de morts prématurées dans le monde, selon les estimations du rapport «State of Global Air 2024» établi par les instituts américains Health Effects Institute et Institute for Health Metrics and Evaluation. (avec AFP)



## À LA TÉLÉ CE SOIR

## TF1

21h10. **Elsbeth**. Série. Une pause s'impose. Les frères ennemis. 23h00. **Esprits criminels**. Série. 4 épisodes.

## FRANCE 2

21h10. **L'intruse**. Série. Épisode 3 : La chute. Épisode 4 : La revanche. 22h55. **Infrarouge**. Documentaire. Mineurs en peine, des procureurs en première ligne.

## FRANCE 3

21h05. **Des racines et des ailes**. Magazine. Sur les chemins de la Drôme et du Vercors. 23h05. **Les héros du patrimoine**. Magazine.

## CANAL+

21h00. **Football** : Atletico Madrid / Real Madrid. Sport. 8<sup>e</sup> de finale retour - UEFA Champions League. 22h55. **Canal Champions Club** le débrief. Magazine.

## ARTE

21h00. **Les cerfs-volants de Kaboul**. Drame. Avec Khalid Abdalla, Atossa Leoni. 23h00. **Hollywood sous influence** chinoise.

## MG

21h10. **Qui veut être mon associé ?**. Divertissement. Émission 6 (1 & 2/2). 23h20. **Qui veut être mon associé ? - La suite**. Divertissement.

## FRANCE 4

21h00. **Taratata fête les 40 ans de Bercy**. Magazine. Présenté par Nagui. 00h00. **Basique, le concert**.

## FRANCE 5

21h05. **Nos très chers animaux**. Documentaire. 21h55. **Lunettes, voir encore plus loin**. Documentaire. 22h50. **C ce soir**. Magazine.

## PARIS PREMIÈRE

21h00. **Capitaine Marleau**. Série. L'arbre aux esclaves. 22h55. **Capitaine Marleau**. Série. Sang et lumière.

## TMC

21h25. **Les docs de Maïa Mazaurette** : l'orgasme. Documentaire. 2024-2025. 23h00. **Désir** : au cœur du sexe féminin. Magazine.

## W9

21h10. **Enquêtes criminelles**. Magazine. Joël Le Scouarnec : un monstre en blouse blanche (1 & 2/2). 23h20. **Enquêtes criminelles**. Magazine.

## TFX

21h10. **Détox ta maison, 7 jours pour tout ranger**. Magazine. 22h50. **Détox ta maison, 7 jours pour tout ranger**.

## CSTAR

21h10. **Total Recall**. Fantastique. Avec Arnold Schwarzenegger. 22h55. **Cliffhanger**.

## TF1 SÉRIES FILMS

21h05. **L'arme fatale**. Policier. Avec Mel Gibson, Danny Glover. 23h05. **Témoin gênant**. Téléfilm.

## 6TER

21h10. **Rocky**. Drame. Avec Sylvester Stallone, Talia Shire. 23h20. **Kamelott**. Série.

## CHÉRIE 25

21h05. **Castle**. Série. La mort n'est pas une blague. Dans les bois. 22h45. **Castle**. Série.

## L'EQUIPE

21h05. **Handball** : France / Danemark. Sport. Euro Cup (Lyon). 22h55. **L'Équipe du Soir**. Magazine.

## RMC DÉCOUVERTE

21h10. **100 jours avec les Gendarmes des Alpes**. Documentaire. Épisode 5. 22h30. **Flic Story**. Documentaire.

## RMC STORY

21h10. **The Impossible**. Drame. Avec Ewan McGregor, Naomi Watts. 23h05. **Tsunami de 2004** : au cœur de la catastrophe du siècle.

## LCP

20h30. **Débatdoc**. Documentaire. Mamans solos : les oubliées de la République. Présenté par Jean-Pierre Gratiën. 21h30. **Débatdoc - Le débat**. Magazine. 22h00. **Sens Public**. Magazine.



www.libération.fr  
113, avenue de Choisy,  
75013 Paris  
tél. : 01 88 47 98 80  
contact@libération.fr

Édité par la SARL  
Libération  
SARL au capital  
de 23 243 662 €  
113, avenue de Choisy,  
75013 Paris  
RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire  
Presse Indépendante SAS

Cogérants  
Dov Alfon  
Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication  
Dov Alfon

Directeur de la rédaction  
Dov Alfon

Directeur délégué  
de la rédaction  
Paul Quinio

Directrices adjointes  
de la rédaction  
Stéphanie Aubert,  
Lauren Provost,  
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique  
Nicolas Valoteau  
Rédacteurs en chef  
Michel Becquembourg  
(spécial),  
Laure Bretton,  
Gilles Diers (pilotes web),  
Christian Losson  
(enquête),  
Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints  
Lilian Alemagna (France),  
Anne-Laure Barret  
(environnement),  
Lionel Charrier (photo),  
Cécile Daumas (L),  
Sonia Delesalle-Stolper  
(monde), Fabrice Drouzy  
(suppléments),  
Yoann Duval (forums),  
Matthieu Ecoiffier (idées),  
Quentin Girard  
(modes de vie),  
Cédric Mathiot  
(checknews),  
Camélia Paugam (actu),  
Didier Péron (culture)

ABONNEMENTS  
Site : abo.libération.fr  
abonnement@libération.fr  
tarif abonnement 1 an  
France métropolitaine : 384€  
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ  
Libé plus  
113, avenue de Choisy,  
75013 Paris  
publicite@libération.fr

PETITES ANNONCES  
& CARNET  
10, bd de Grenelle  
75013 Paris  
tél. : 01 87 39 80 20  
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION  
Midi Print (Gallargues),  
POP (La Courneuve),  
Nancy Print (Jarville),  
CILA (Héric)  
Imprimé en France

ACPM

LE TRI  
+ FACILE

Membre de l'ACPM.  
CPPAP : 1125 C 80064.  
ISSN 0335-1793.

Origine du papier : France  
Taux de fibres recyclées :  
100 % Papier détenteur de  
l'Eco-label européen  
N° FI37/01

Indicateur  
d'eutrophisation :  
Ptot 0.009 kg/t de papier  
La responsabilité du  
journal ne saurait être  
engagée en cas de non-  
restitution de documents.  
Pour joindre un journaliste  
par mail : initiale du  
prenom.nom@libération.fr

## SUDOKU 5498 MOYEN

|   |   |   |   |   |   |   |   |   |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
|   | 7 | 6 |   | 1 |   |   | 8 | 9 |
|   | 9 | 1 | 4 |   |   |   | 2 | 3 |
| 2 |   |   |   | 7 |   | 5 |   |   |
|   | 4 |   | 2 |   | 9 |   |   |   |
| 9 |   | 5 |   |   |   | 6 |   | 8 |
|   |   |   | 6 |   |   |   | 7 |   |
|   |   | 9 |   | 2 |   | 8 |   | 7 |
| 7 | 8 |   | 5 |   | 4 |   | 1 |   |
| 1 | 5 |   |   | 6 |   | 2 |   |   |

## SUDOKU 5498 DIFFICILE

|   |   |   |   |   |   |   |   |   |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
|   |   |   | 3 |   |   |   | 7 | 8 |
|   | 2 |   |   | 7 | 9 |   |   | 3 |
|   |   | 3 | 6 | 8 |   |   | 5 |   |
| 2 |   |   |   | 6 |   |   | 4 |   |
|   | 6 |   | 1 |   | 2 |   | 3 |   |
|   | 1 |   |   | 8 |   |   |   | 6 |
|   |   | 8 |   |   |   | 7 |   |   |
| 5 |   |   | 2 | 3 |   | 9 | 6 |   |
| 6 | 9 |   |   |   | 4 |   |   |   |



Solutions des  
grilles précédentes

## MOYEN

|   |   |   |   |   |   |   |   |   |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2 | 1 | 3 | 6 | 5 | 4 | 7 | 8 | 9 |
| 9 | 7 | 5 | 1 | 8 | 2 | 3 | 4 | 6 |
| 6 | 8 | 4 | 9 | 7 | 3 | 1 | 2 | 5 |
| 4 | 5 | 7 | 2 | 9 | 1 | 6 | 3 | 8 |
| 8 | 3 | 6 | 7 | 4 | 5 | 2 | 9 | 1 |
| 1 | 9 | 2 | 3 | 6 | 8 | 5 | 7 | 4 |
| 5 | 6 | 9 | 8 | 3 | 7 | 4 | 1 | 2 |
| 7 | 2 | 8 | 1 | 6 | 9 | 5 | 3 | 4 |
| 3 | 4 | 1 | 5 | 2 | 9 | 8 | 6 | 7 |

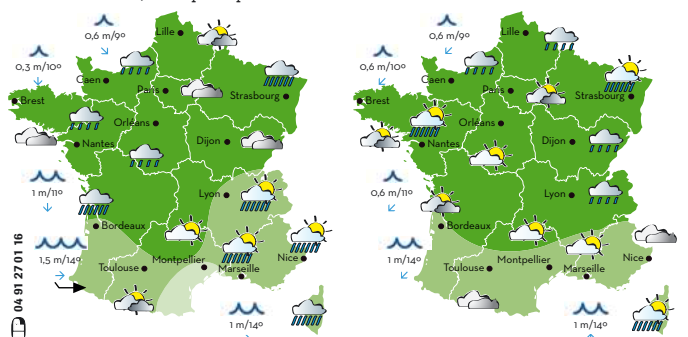
|   |   |   |   |   |   |   |   |   |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 3 | 6 | 7 | 4 | 5 | 8 | 1 | 9 | 2 |
| 4 | 8 | 9 | 2 | 1 | 7 | 3 | 5 | 6 |
| 1 | 2 | 5 | 3 | 6 | 9 | 4 | 7 | 8 |
| 2 | 4 | 1 | 8 | 7 | 3 | 9 | 6 | 5 |
| 9 | 5 | 3 | 6 | 2 | 1 | 7 | 8 | 4 |
| 8 | 7 | 6 | 9 | 4 | 5 | 2 | 1 | 3 |
| 5 | 3 | 4 | 1 | 9 | 6 | 8 | 2 | 7 |
| 6 | 9 | 2 | 7 | 8 | 4 | 5 | 3 | 1 |
| 7 | 1 | 8 | 5 | 3 | 2 | 6 | 4 | 9 |

## DIFFICILE

## MERCREDI 12

Le temps est instable près de la Méditerranée avec des averses orageuses. Quelques ondées circulent sur les régions centrales et le flanc est. Le temps est calme partout ailleurs sous un ciel nuageux.

L'APRÈS-MIDI Les averses orageuses persistent près de la Méditerranée et sur les Pyrénées. Le temps reste instable sur les régions centrales. Au nord de la Loire, le temps est plus sec.



-10/0° 1/5° 6/10° 11/15° 16/20° 21/25° 26/30° 31/35° 36/40°

Soleil Éclaircies Nuageux Pluie Couvert Orage Pluie/neige Neige

Agitée Peu agitée Calme Fort Modéré Faible

| FRANCE     | MIN | MAX | FRANCE      | MIN | MAX | MONDE     | MIN | MAX |
|------------|-----|-----|-------------|-----|-----|-----------|-----|-----|
| Lille      | 2   | 8   | Lyon        | 7   | 12  | Alger     | 14  | 16  |
| Caen       | 4   | 8   | Bordeaux    | 7   | 11  | Berlin    | 5   | 8   |
| Brest      | 5   | 9   | Toulouse    | 8   | 13  | Bruxelles | 1   | 8   |
| Nantes     | 5   | 9   | Montpellier | 6   | 17  | Jérusalem | 13  | 20  |
| Paris      | 4   | 9   | Marseille   | 11  | 15  | Londres   | 2   | 8   |
| Strasbourg | 5   | 7   | Nice        | 8   | 14  | Madrid    | 4   | 12  |
| Dijon      | 7   | 9   | Ajaccio     | 12  | 13  | New York  | 2   | 8   |

# Faites un don à Libé

➤ Soutenez le travail exigeant de 220 journalistes engagés et indépendants

➤ Défendez la liberté de la presse et son rôle dans le débat démocratique

➤ Participez activement à la transformation de la presse à l'ère du numérique



Je souhaite faire un don par carte bancaire, chèque ou PayPal :

liberation.fr/don

## L'association Presse et Pluralisme

vous permet d'effectuer un don à Libération et de bénéficier d'une **déduction d'impôt** égale à 66% du montant versé (dans la limite de 20% de votre revenu imposable).

Vous avez la possibilité d'effectuer un **don ponctuel ou mensuel** via un **paiement sécurisé** par carte bancaire, par chèque ou par PayPal.

Presse et Pluralisme émettra un reçu fiscal et vous l'enverra afin que vous puissiez bénéficier de la déduction d'impôt.

# TERRES AGRICOLES

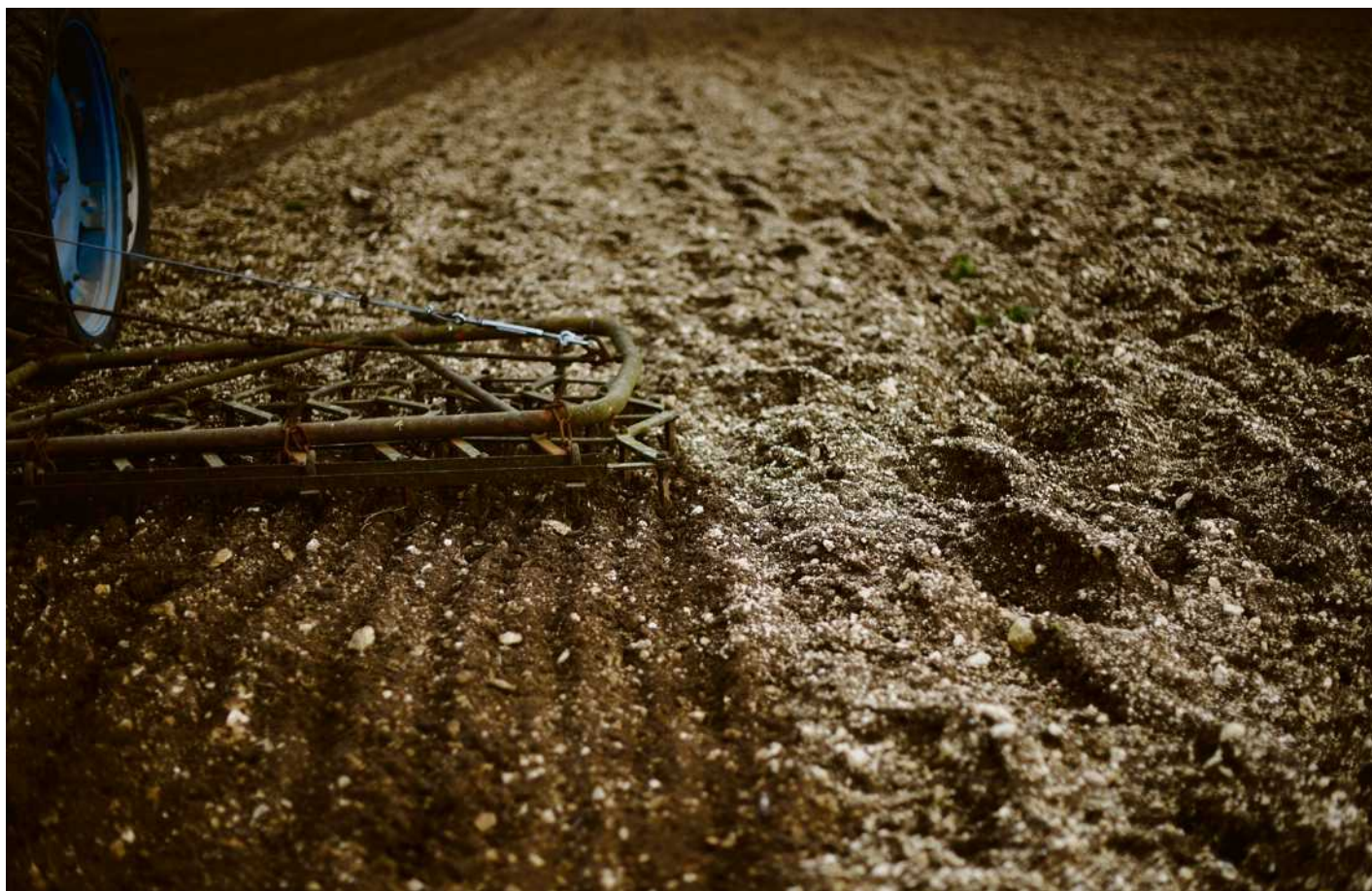
## Un détournement à tout bout de champs

L'équivalent de 360 exploitations disparaît chaque année au profit d'autres usages. De nombreux acteurs ruraux alertent sur cette «consommation masquée» du foncier, alors que deux textes sur la réduction des terrains de culture et d'élevage sont examinés au Parlement.

Par  
**PAULINE MOULLOT**

Dans le Var, des serres désaffectées servent désormais de lieu de stockage pour des voitures. Dans les Alpes-Maritimes voisines, c'est une entreprise de bois de chauffage qui est installée sur d'anciens champs. Ailleurs en Provence-Alpes-Côte-d'Azur et un peu partout en France, des parcelles qui abritaient une activité agricole sont transformées en paddock pour chevaux ou terrain de motocross, accueillent une caravane ou un cabanon, sont remblayées avec des déchets du BTP ou, tout simplement, sont devenues des jardins d'agrément de quelques milliers de mètres carrés pour se mettre à distance du voisinage.

C'est un phénomène protéiforme jusqu'ici passé sous les radars mais qui, en grignotant quelques hectares par-ci par-là et mis bout à bout, est devenu massif. Ce qu'on appelle la «consommation masquée» des terres agricoles est un sujet de préoccupation majeure pour les acteurs du secteur. Depuis deux ans, la fédération des Safer, l'organisme chargé de réguler le foncier rural en France, documente et alerte sur ces détournements d'usage qui ne sont pas forcément illégaux. En 2023, près de 28 000 hectares ont cessé d'être cultivés à la suite d'une de ces transformations. Au total, entre



En 2023, près de 28 000 hectares ont cessé d'être cultivés à la suite d'une transformation de l'usage d'un terrain. PHOTO FLORENCE BROCHOIRE



20 000 et 25 000 hectares de terres agricoles s'évanouissent ainsi chaque année. L'équivalent en surface d'un peu plus de 360 exploitations. Selon les calculs de l'organisme, qui continue d'affiner son analyse en 2025, la part de terres agricoles qui perdent leur vocation culturelle à cause de cette consommation masquée dépasse même l'artificialisation des sols.

De plus en plus, les Safer, chambres d'agriculture et quelques maires s'associent pour mettre un frein au phénomène. Mardi, une proposition de loi (PPL) transpartisane déposée par Peio Dufau (apparenté socialiste) et son confrère LR Julien Dive devait être débattue à l'Assemblée nationale pour «lutter contre la disparition des terres agricoles et renforcer la régulation des prix du foncier agricole». Adoptée à l'unanimité en commission des affaires économiques, elle devrait voir le jour sans trop de contestations. A part celles de la Fédération nationale de l'immobilier, qui s'inquiète d'un «risque majeur pour l'équilibre du marché immobilier» et a déposé plainte auprès de la Commission européenne contre les Safer.

Au départ, le Basque Peio Dufau s'est mobilisé contre «une anomalie». A Arbonne (Pyrénées-Atlantiques), après le confinement, une vente est devenue emblématique de la spéculation et du détournement des terrains agricoles sur ce littoral touristique. Une maison, deux dépendances et surtout quinze hectares de prés verdoyants sur lesquels paissaient des brebis pour fabriquer de l'ossau-iraty ont été mis en vente pour plus de 3 millions d'euros. Quatre fois plus cher que les 800 000 euros estimés par les Safer. Après trois mois d'occupation par un collectif dont *Libé* s'était fait l'écho, l'acheteuse s'est retirée. Le propriétaire a finalement mis en vente son bien en deux lots distincts : l'habitation et plus de trois hectares de terre d'un côté, les onze hectares de prairies de l'autre. Mais l'histoire a mis en lumière cette faille juridique : alors que les Safer disposent d'un droit de préemption quand des terres agricoles sont vendues au-delà du prix de référence, l'organisme se retrouve limité quand une maison d'habitation est mise en vente avec plusieurs hectares cultivés, qui risquent de ne plus l'être après l'acquisition. La proposition de loi, qui prévoit de renforcer le droit de préemption partielle des Safer, ne s'attaque qu'à l'une des facettes de ces détournements d'usages : les rachats de dizaines d'hectares à des prix prohibitifs à cause de maisons d'habitation, dans des zones prisées.

### «30 000 EUROS POUR DES RADIS, C'EST TRÈS CHER»

Si beaucoup appellent à une grande réforme foncière, cette première étape pour restreindre la disparition de terres agricoles fait l'unanimité. «Ces mesures vont dans le bon sens, mais il faudrait que la PPL s'inscrive dans une réforme plus large. Les outils pour réguler le foncier datent des années 60. Il est temps d'évoluer», insiste Astrid Bouchedor, chargée



En 2021 à Arbonne (Pyrénées-Atlantiques), sur les lieux d'une mobilisation contre le détournement d'une terre. P. LARRIEU. HANS LUCAS

de plaider pour l'association Terre de liens, qui milite contre la spéculation et pour l'installation de nouvelles générations d'agriculteurs. Hasard du calendrier, ce mercredi, les sénateurs débattent de la loi visant à redéfinir la trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux, un texte réclamé par les maires mais qui inquiète plusieurs acteurs du secteur, qui y voient une manière de détériorer l'objectif de zéro artificialisation nette.

«On a mis vingt ans à alerter et faire prendre conscience qu'il fallait protéger les terres agricoles de l'artificialisation. On commence enfin à en voir les effets, mais parallèlement on voit monter cette consommation masquée où les terres ne sont pas forcément artificialisées mais sortent de l'usage agricole», s'alarme Emmanuel Hyst, président des Safer, qui explique que le phénomène touche en priorité «des zones avec une pression foncière forte, du tourisme, et où l'agriculture est moins intensive». Une problématique loin d'être anodine, alors que la France compte de moins en moins d'agriculteurs. Un exploitant sur deux sera en âge de partir à la retraite d'ici cinq ans et, pour les jeunes qui veulent se lancer – en particulier ceux qui ne sont pas issus du monde agricole –, l'accès au foncier reste le principal frein à l'installation.

«Tout le monde a entendu la colère agricole, mais en 2023, c'est plus de deux fois la surface de Paris qui a disparu. La meilleure solution pour garder de l'agriculture, c'est de rendre le foncier accessible», expose le député Peio Dufau, qui s'inquiète que ces rachats de terres pour une destination autre que les cultiver fassent exploser leur prix. «Dans le

Var, on a 10 % de surface agricole, 10 % de zone urbanisée et 80 % de forêts. On n'a donc pas beaucoup de terres agricoles et elles sont l'objet d'une forte spéculation», insiste également le président de la chambre d'agriculture du département, Sylvain Audemard. «Une personne qui veut acheter un terrain pour faire un détournement d'usage, elle s'en fout d'acheter dix fois le prix parce que ça reste quand même moins cher qu'une zone non agricole, mais ça crée une concurrence déloyale avec les agriculteurs qui n'ont pas les moyens», regrette-t-il.

Dans ce département touristique, le foncier agricole atteint déjà des sommets : plus de 30 000 euros l'hectare dans la zone littorale autour de Fréjus (contre 11 600 en moyenne dans le reste du département et 6 200 euros en France). «30 000 euros pour faire pousser des radis, c'est très cher, mais c'est beaucoup moins cher que de s'installer sur une zone urbanisée [...] pour installer une casse auto ou une caravane», regrette Maxime Commarmond. Maraîcher bio, il fait partie du collectif Préservez la vallée de l'Argens, créé en 2023 avec une centaine d'agriculteurs et riverains pour lutter contre les détournements d'usage. Et de décrire des anciens terrains horticoles, de vignes ou de pêchers désormais remblayés et habités. «Il y a des détournements d'usage, pour du loisir par exemple [transformer les terres en jardin d'agrément ou pour abriter un poney, ndlr], qui sont légaux, mais on constate aussi des usages illicites, quand quelqu'un achète une parcelle pour y mettre un mobil-home et y habiter à l'année ou pour le week-end», relève Nicolas Agresti, directeur du service études des Safer. Parfois, des cabanons ou abris de

jardin sont peu à peu modifiés pour se transformer... en maison en dur, sans permis de construire. Ce dernier phénomène s'observe particulièrement dans le sud-est de la France.

### CASSES AUTO ET DÉCHETS DU BTP

«On a les outils pour lutter contre [les habitations illégales] mais cela suppose une prise de conscience collective pour que les Safer et les collectivités puissent s'organiser», analyse Nicolas Agresti. «C'est d'une complexité pas possible de faire exécuter les décisions de justice», regrette Jean Cayron, maire divers centre de Roquebrune-sur-Argens. Un guide des Safer et des chambres d'agriculture de Paca note ainsi que «le bénéfice d'implantations illicites d'activités non agricoles [...] est plus important que le risque de sanction – ou que la sanction elle-même». Pour lutter, l'association des maires du Var a mis au point une charte qu'elle appelle «anti-cabanisation», qui doit bientôt être signée par le préfet et les parquets de Toulon et Draguignan. Jean Cayron s'inquiète surtout de voir des habitations sur ces terres agricoles situées en zone inondable, alors que le dérèglement climatique et l'artificialisation augmentent le risque de crues et mettent en danger les riverains. Les terrains sont achetés, selon leur localisation, par des vacanciers qui viennent le week-end, ou par des membres de la communauté des gens du voyage qui se sédentarisent.

Dans le Vaucluse, à Caumont-sur-Durance, en périphérie d'Avignon, le maire Claude Morel (sans étiquette) tente de faire du «remembrement» pour installer de nouveau des agriculteurs, principalement

des maraîchers, sur «deux ou trois hectares» seulement car l'urbanisation et les détournements d'usages sont tels que sa commune est «mitée», c'est-à-dire que les parcelles agricoles ont été morcelées en très petites surfaces. Il préempte systématiquement les biens mis en vente sur des zones agricoles, «mais les vendeurs sont arrivés à contourner la loi et proposent des baux emphytéotiques qui permettent aux gens de devenir locataires pour quatre-vingt-dix-neuf ans, dénoncent-il. J'en veux davantage à ceux qui cèdent qu'à ceux qui s'installent. Il faut travailler très en amont pour que ces terres agricoles le restent, et éviter la spéculation. Aujourd'hui, beaucoup attendent que papi décide pour récupérer le terrain et le vendre.»

Des casses auto qui polluent les nappes phréatiques, des terrains remblayés pour enfouir – notamment – des déchets du BTP ou aplanir un terrain pour y installer une caravane ou un mobil-home, sapent le potentiel agronomique de terres autrefois fertiles. «Dans certains cas, le détournement d'usage peut être réversible. Dans un pré, on peut remplacer le cheval par une vache, mais dans d'autres cas, les terrains sont trop détériorés et les parcelles sont définitivement perdues pour l'agriculture», pointe Nicolas Agresti, des Safer. Dans l'Argens, «on est situés sur la troisième plaine la plus fertile d'Europe. Il y a eu une désaffectation agricole, mais si demain on doit relocaliser en France des productions, on ne peut pas laisser faire ce dévoiement de terres qui ne seront plus cultivables, décrit le maraîcher Maxime Commarmond. On a un joyau agricole qu'il faut préserver, on fait le pari qu'on en aura de nouveau besoin». ◆

## IDÉES/

# Qu'attendons-nous des prisons ? S'il s'agit de se venger, c'est réussi...

**Après une rumeur affirmant que des détenus auraient bénéficié de massages, le ministre de la Justice a interdit toute activité « ludique » ou « provocante » dans des maisons d'arrêt où la surpopulation et les conditions indignes transforment les peines en châtiments corporels, dénonce la Contrôleuse générale des lieux de privation de liberté, Dominique Simonnot.**

**A** la prison de Toulouse-Seysses, les cafards pullulent au point que des femmes et des hommes se bouchent nez et oreilles avec du papier toi-

lette pour éviter qu'ils n'y entrent. Dans cette prison, comme dans tant d'autres, les détenus vivent, la plupart du temps enfermés vingt-deux heures sur vingt-quatre à trois dans une cellule de 9 m<sup>2</sup>. Avec des matelas au sol pour dormir.

Dans cette prison, l'équipe du contrôle général des lieux de privation de liberté (CGLPL) a croisé un jeune homme atteint de la leptospirose, la maladie causée par l'urine des rats qui cavale dans les amas d'ordures entassés au pied des bâtiments, comme dans la plupart des maisons d'arrêt surpeuplées à des taux jamais atteints (156 % de moyenne et jusqu'à 250 %). C'est là, dans cette prison de Toulouse-Seysses – comptant 1258 détenus pour 580 places – qu'est survenu un

énorme scandale. Pas du tout à cause de cet effarant entassement d'êtres humains, tels des poulets d'industrie. Pas non plus à cause de ces prisonniers qui, à Toulouse comme ailleurs, redoutent tant la promenade qu'ils la refusent, faute de surveillants pour mettre fin aux fréquentes violences. Pas à cause des conditions lamentables de vie des prisonniers. Pas non plus à cause du travail de plus en plus pénible des surveillants, en nombre notablement insuffisant, et laissés seuls face à une crise sans précédent du nombre de détenus (1).

**LES PREUVES D'EFFORTS**  
Hélas, la raison du tapage provient d'une rumeur diffusée par deux syndicats affirmant que des détenus, non contents de suivre des

cours de yoga, auraient bénéficié de massages du visage dispensés par une école d'esthéticiennes. Aussitôt, le ministre de la Justice a interdit toute activité « ludique » ou « provocante ». Juste après fut découvert que les « massages » se cantonnaient, en fait, à des conseils donnés par des étudiantes esthéticiennes, afin que les prisonniers sachent prendre soin d'eux-mêmes et soient à même d'afficher une allure soignée, leur donnant plus de chances de s'intégrer plus facilement dans la société, de se présenter en bonne forme à d'éventuels entretiens d'embauche ou de formation. Quant au yoga, qui comme chacun le sait est aussi « ludique » que « provocant », il a été englouti par l'interdiction en même temps que les faux massages.

A ce compte, le « salon de coiffure » des femmes de Fleury-Mérogis va-t-il disparaître ? Les détenues devront-elles se contenter de shampooiner des perruques pour surtout ne pas risquer de s'embellir les unes les autres ? Le foot est-il un sport non ludique ? Faut-il stopper les matchs ? Les entraînements ? Ah tiens, attention aux échecs, parce que ça ne paraît pas, comme ça, mais ils doivent être « ludiques » ou « provocants » puisque supprimés dans une prison, au moins. Et ce joli recueil de poèmes de détenus issu d'un atelier sur « l'univers de Tomi Ungerer » et titré « Pourquoi se pose-t-on toujours des questions ? » hop, à la casse, sûrement très subversif ! Des ateliers d'écritures, de théâtre, de danse sont passés à la trappe. Étonnamment, l'idée que ces cours puissent participer à rendre un peu d'intelligence, de calme, d'équilibre et de voie vers la réinsertion dans des détentions si amochées et dures à gérer n'est même pas évoquée. La loi pourtant les prévoit et les rend même obligatoires, car ce sont des preuves d'efforts (article L411-1 du code pénitentiaire) : « Une personne détenue condamnée remplit l'obligation prévue par les dispositions de l'article L. 411-1 lorsqu'elle exerce au moins l'une des activités relevant de l'un des domaines suivants : travail, formation professionnelle, insertion par l'activité économique, enseignement, acti-

vités éducatives, culturelles, socioculturelles, sportives et physiques. » Adoptées par la France, les règles pénitentiaires européennes le disent aussi : « La vie en prison est alignée aussi étroitement que possible sur les aspects positifs de la vie à l'extérieur de la prison » et « chaque détention est gérée de manière à faciliter la réintégration dans la société libre des personnes privées de liberté ». On en est tellement loin... Elle est d'ailleurs presque comique cette obligation d'activités, alors qu'il est quasi impossible d'y accéder. Trop peu d'activités, beaucoup trop de détenus et un manque de surveillants pour les y amener (pour les mêmes raisons, énormément de rendez-vous médicaux sont annulés). Il est fréquent que le CGLPL observe, lors de ses visites, des réunions prévues pour dix détenus sur deux heures, mais y voit arriver les élèves un par un, toutes les vingt minutes. Souvent, le dernier a tout raté. Pourtant, environ 5 % des activités sont déjà annulées ou reportées, désespérant les détenus et ceux qui leur donnent de leur

SIGNÉ COCO







temps, inventif, enthousiaste, appliqué, mais soumis à trop d'obstacles. Ces annulations ont aussi atteint beaucoup d'agents pénitentiaires de tout grade. Et aussi beaucoup de professionnels, pénitentiaires, médecins associations ont protesté. Notamment les médecins, contraints de signer, à tour de bras, des certificats justifiant la participation – pour raisons médicales – à des activités « ludiques » et particulièrement du fameux yoga – très réclamé – qui a le malheur de faire du bien à des gens abîmés. Or, il faut bien se poser la question du rôle, du sens, de la prison et de la peine

Par  
**DOMINIQUE  
SIMONNOT**



APP

Contrôleuse générale des lieux de privation de liberté (CGLPL), ancienne journaliste à Libération

infligée. Qu'en attendons-nous collectivement ? Qu'elles punissent, et qu'elles mettent à l'écart un temps, bien sûr, mais ensuite ? S'il s'agit d'une vengeance de la société, c'est très réussi, car la peine s'apparente, pour l'heure, à un châtiment corporel et l'enfermement en maison d'arrêt se résume à un temps mort et violent ; si, en revanche, il s'agit de rendre les détenus meilleurs en les préparant à sortir, comme le veut la loi, l'échec est patent, cruel. D'autant plus dommage que les Allemands, entre autres, ont réussi, là où la France rate. En mettant fin à la surpopulation carcérale et à toutes les tares qui l'accompagnent, nos voisins ont obtenu un taux de récidive très inférieur au nôtre. Comme l'a écrit au CGLPL, un détenu très spirituel : « On vous coûte chacun 120 euros par jour, ça ne vous semble pas un peu cher pour fabriquer de la récidive ? »

(1) Due, notamment, à un inquiétant allongement des peines. Avec 82 000 détenus pour 62 000 places et 4 500 matelas au sol.

## Les PUF suspendent la parution d'un livre antiwoke aux obsessions trumpistes

Au moment où Trump mène une offensive contre la science qu'il accuse de « wokisme », les PUF ont annulé la sortie d'un ouvrage collectif s'attaquant, lui aussi, au « mouvement woke » en France et aux États-Unis.

Le malaise était palpable ces derniers jours dans les locaux des Presses universitaires de France (PUF), à Paris. La cause de cet embarras ? La parution prochaine d'un livre dénonçant l'« assaut inédit » du « mouvement woke » sur la science en Amérique du Nord et en Europe. Titré *Face à l'obscurantisme woke*, l'ouvrage collectif dirigé par les universitaires Emmanuelle Hénin, Xavier-Laurent Salvador et Pierre Vermeren, entendait alerter sur la « pénétration des idéologies décoloniales, des théories de la race et du genre dans les milieux actuels de la recherche en lettres et sciences humaines, en droit et même dans les sciences dures ». L'essai devait paraître le 9 avril et était annoncé depuis des semaines dans les programmes que la maison d'édition a envoyé aux journalistes en amont des sorties en librairie. Sa 4<sup>e</sup> de couverture circulait sur Internet et il n'était pas rare de voir des acteurs du monde des idées s'émouvoir sur les réseaux sociaux d'un tel projet éditorial.

A l'origine très contestable, la thèse du livre perd plus encore en crédibilité depuis que Trump s'est lancé dans une offensive obscurantiste contre la recherche américaine, lui aussi au nom de l'antiwokisme. Face à la détermination du locataire de la Maison Blanche à s'attaquer à des champs universitaires touchant aux inégalités sociales, aux discriminations raciales, au climat ou à la santé, à coups de licenciements, de coupes budgétaires drastiques ou en censurant des mots comme « changement climatique », « genre » et « diversité », des scientifiques américains ont appelé à la « résistance » vendredi lors d'une journée baptisée « Stand up for Science ». La mobilisation a été suivie par leurs homologues français qui ont organisé des rassemblements pour la « liberté académique ». En France, l'initiative a reçu le soutien du CNRS, des

présidents d'universités et de l'Académie des sciences. Dans un tel contexte, il semblait pour le moins malencontreux de maintenir la publication de *Face à l'obscurantisme woke*, dont le propos épouse les obsessions trumpistes. C'est pourquoi, les PUF ont acté la suspension de l'ouvrage, a appris Libé. « Nous estimons que les conditions nécessaires à un accueil serein de ce livre collectif ne sont plus réunies aujourd'hui », expliquent les PUF dans un communiqué. Le projet de cet ouvrage ayant été conçu il y a deux ans dans un contexte bien différent. Le circuit de fabrication du livre, qui n'avait pas encore été imprimé, a été stoppé net. Il n'était plus possible pour cet éditeur historique de scien-

ces humaines d'assumer une thèse aussi éloignée de la réalité et de se mettre ainsi dans les pas d'un chef d'État autoritaire et complotiste.

Parmi les contributeurs de l'essai, figurent des membres, actuels ou passés, de l'Observatoire de l'éthique universitaire (ex-Observatoire du décolonialisme), dont la chercheuse proche de l'extrême droite Florence Bergeaud-Blackler, le politologue Pascal Perrineau, le philosophe Pierre-André Taguieff ou encore la sociologue Nathalie Heinich. Cette dernière a récemment annoncé sa démission de ce collectif, à la suite de celle de Pierre-André Taguieff, qui se veut le fer de lance du combat contre le « wokisme », en apprenant que la structure avait reçu des fonds de Périclès, le projet du milliardaire catholique Pierre-Edouard Stérin qui vise à faire gagner l'extrême droite aux élections dans les prochaines années.

SIMON BLIN

(PUBLICITÉ)

### AVIS D'OUVERTURE DE LA CONSULTATION DU PUBLIC SUR LE PROJET DE CLASSEMENT D'UNE RÉSERVE NATURELLE RÉGIONALE

Conformément à l'article L 332-2-1 du Code de l'environnement, le projet de création de la « réserve naturelle régionale du savart de la Folie » à l'Épine (51), est soumis à consultation afin de recueillir l'avis du public.

Les avis et observations sur le projet sont à formuler du 12 mars au 12 juin 2025.

La protection réglementaire envisagée sur ce site permettra la préservation et la mise en valeur de son patrimoine écologique.

Le projet de classement est consultable par voie électronique sur le site de Région Grand Est à l'adresse suivante :

<https://www.grandest.fr/consultationnr>





Par  
**CLÉMENT COLLIAUX**

Sortis à un mois d'intervalle, *Presence* et *The Insider* représentent bien les deux jambes sur lesquelles chemine la filmographie du stakhanoviste Steven Soderbergh : d'une part, un petit objet expérimental – un film de fantôme du point de vue de l'entité surnaturelle – dans la lignée de ses longs métrages tournés à l'iPhone (*Paranoïa*); de l'autre, une réunion de stars à l'écran plus classique, où l'on retrouve d'ailleurs le compositeur d'*Ocean's Eleven*, David Holmes. Si ce n'est que, dans cet *Insider* où s'affrontent Michael Fassbender et Cate Blanchett en agents secrets britanniques mariés mais soupçonneux l'un de l'autre, le thriller annoncé révèle un film relativement modeste, du moins dans sa première partie – la plus savoureuse.

#### Hypocrisie généralisée

Peu importe, au fond, l'intrigue centrée autour d'un malware capable de faire fondre une centrale nucléaire, dérobé par une taupe ; la disparition de ce bidule high-tech sert d'abord de prétexte au jeu de dupe entre le couple principal, George et Kathryn, et leurs collègues espions bon chic bon genre, notamment lors d'une longue scène de dîner faussement chaleureux où chacun finit par vider son sac. L'œil de Soderbergh se fait implacable :

# «The Insider» agents faciles

Réunissant Michael Fassbender et Cate Blanchett en couple d'agents secrets soupçonneux l'un de l'autre, Steven Soderbergh renoue avec le thriller d'espionnage au casting rutilant sans se renouveler et laisse s'épuiser le plaisir.

légèrement drogués par George, qui espère glaner des informations sur un agent double dissimulé, les convives débattent surtout des affaires de couchedes ou des reproches envers leurs n + 1. Bref, tout le monde se tire dans les pattes. L'espionnage, c'est un business – après tout, que la faute grave soit le vol d'une énième arme destructrice

importe peu, du moment qu'elle promet de l'avancement. Le principe de «black bag» (comprendre : «information confidentielle») qui donne au film son titre original renvoie alors plus simplement à l'hypocrisie généralisée d'un milieu bourgeois plongé dans une culture d'entreprise toxique – leur centre des opérations, lumineux et

épuré, ressemble à s'y méprendre à un open space dernier cri. Si la mine impassible de Fassbender, accompagnée du découpage ciselé de Soderbergh, évoque d'abord le *Killer* de David Fincher, *The Insider* s'avère plus proche de *Cartel* de Ridley Scott, où l'acteur errait de même entre d'autres superstars, alors visages sans âme d'un capitalisme

prédateur. Ce versant satirique, qui ironise sur les conventions du film d'espionnage, laisse malheureusement place par la suite à une machine plus conventionnelle et laborieuse, occupée à dénouer le scénario initial à grand renfort de twists, de comptes à rebours et de menace sécuritaire internationale – de quoi épuiser peu à peu le film en circonvolutions et en blabla.

#### Mode opératoire

On retrouve là une limite du duo formé par Soderbergh et le scénariste David Koepp, célèbre par ailleurs pour son travail chez Steven Spielberg (*la Guerre des mondes*) ou Brian De Palma (*l'Impasse, Mission : impossible*) : leur première collaboration *KIMI* (2022), parabole intimiste sur le confinement, se perdait déjà dans un récit de complot mondial relativement grotesque. Le mode opératoire de Soderbergh – multiplier les tentatives formelles au gré de productions modestes – se heurte à des prérequis scénaristiques, semble-t-il nécessaires pour justifier l'existence des films, qui charrient leur lot de regrettables passages obligés. Sans effacer le plaisir procuré par endroits par *The Insider*, ils constituent une sacrée pilule à avaler pour profiter de ce petit jeu de massacre. ♦

**THE INSIDER** de STEVEN SODERBERGH avec Michael Fassbender, Cate Blanchett, Tom Burke, Marisa Abela... 1h 33.



Dans *The Insider*, l'intrigue sert au jeu de dupe entre le couple interprété par Cate Blanchett et Michael Fassbender. PHOTO FOCUS FEATURES

# CULTURE/

## Steven Soderbergh, casseur de codes

Des débuts des années 80 à «Che» en passant par «Ocean's Eleven»... Une intéressante somme critique revient sur la première partie de la filmographie du cinéaste américain, marquée par ses expérimentations et sa singularité.



Le livre trouve son origine dans la redécouverte de *Contagion* pendant le Covid. PHOTO COLLECTION CHRISTOPHEL

«Un grand film à propos de rien.»

C'est ainsi que Christophe Chabert et Frédéric Mercier caractérisent le fameux *Ocean's Eleven* (2001), comme le disait son auteur lui-même. Steven Soderbergh déclarait avoir tourné un film sans autre contenu que le «fun» dont il propose l'expérience pure. La formule, sa revendication de la part d'un cinéaste aussi conceptuel et conscient que Soderbergh, et sa reprise par deux critiques de cinéma connus pour leur participation à la rigoureuse revue de cinéma *Positif*, amuse et interroge. C'est une vraie piste de recherche. Qu'est-ce que ce «rien» qui est le sujet du premier *Ocean's*, de ses deux suites à succès et plus largement du cinéma, si multiple qu'il semble à première vue insaisissable, de Soderbergh ?

### MAINTES VARIANTES

C'est ce que cherche à comprendre le premier volume de cette somme critique qui paraît chez Mares et couvre «les années analogiques» de la première partie de la filmographie du prolifique cinéaste américain : celle qui va des premiers courts métrages des années 80, avant son premier long, *Sexe mensonges et vidéo* (1989), coup d'essai qui reçoit la palme d'or à Cannes, aux difficultés épiques du tournage et de la sortie en salles des deux volets de

son *Che* (2008). Depuis ce biopic-guérilla avec Benicio del Toro, après avoir annoncé plusieurs fois qu'il arrêterait le cinéma, Soderbergh a tourné, de rechute en rechute, 17 longs métrages (dont *The Insider* tout juste en salles, un mois après le précédent *Presence*) et quelques séries, qui feront l'objet d'un second volume consacré aux années numériques. On y apprendra que ce «rien» est plusieurs choses, qu'il a maintes variantes possibles, mais qu'il nomme à chaque fois une force ou un élément imperceptible, abstrait ou impalpable que chaque film de Soderbergh s'attache à rendre perceptible, physique, concret – donc pensa-

ble, et possible à capter par les moyens techniques limités, mais efficaces et maniables (le cinéaste devenant avec le temps, sous des noms empruntés à ses parents, son propre chef-op et sa propre monteuse), à la disposition du médium-cinéma. A commencer par le médium lui-même. Ainsi, «*Ocean's Eleven n'a strictement aucun sujet sinon lui-même, sa forme, sa situation dans le cinéma américain au début des années 2000 et le statut de ses vedettes*» : le film de casse parfait, avec sa préparation et son exécution méticuleuse, n'est rien d'autre que la représentation d'un tournage de film, se menant lui-même à bien, au carré,

pour la grande jouissance du public. Si cette «métalogique» du plaisir et de son hold-up préside à l'ensemble de l'œuvre du cinéaste (certains films sont plus «méta» que d'autres, mais tous le sont), elle n'est pas absolument sans contenu. Elle est au contraire la forme adéquate (la ruse ou le piège) mise au point pour capter et mettre au jour les processus du contemporain le plus brûlant. C'est dans *Bubble* (2005) et son «néoréalisme numérique», film noir tourné léger avec des non-acteurs dans une usine de poupées, «empoignant les outils digitaux et leur esthétique pour les retourner contre les forces économiques qui les ont

vues naître», que les auteurs voient «surgir au grand jour le sujet de son cinéma : l'économie elle-même, en tant que flux mondialisé [...], circulation incontrôlée et incontrôlable. Représenter l'économie, cela revient à inventer un langage de cinéma pour la rendre visible, qui en épouse le flux pour mieux en cerner les contours».

### SITUATION INCONTRÔLABLE

Le «rien» qu'est (ou que prétend être) le capitalisme, cette abstraction réelle qui, d'être tout et partout, s'en trouve difficile à filmer, rencontre chez Soderbergh son chantre le plus précis en même temps que son critique le plus aigu dans les rangs hollywoodiens, selon une ambiguïté (épouser pour mieux cerner) propre au cinéma en général et à son industrie en particulier. On entre alors dans le cercle Soderbergh, où plus c'est méta, plus c'est critique, plus c'est divertissant, etc. Où la circulation incontrôlable (des marchandises, de l'argent, mais surtout, sur le plan du cinéma, des images et des sons) devient la forme et le sujet des films. Or Chabert et Mercier donnent dans l'introduction l'origine de leur désir d'écrire ce livre : la redécouverte mondiale de *Contagion* (2011) au plus fort de la pandémie de Covid, blockbuster prémonitoire d'une catastrophe planétaire. Le

cinéma de la circulation trouve dans le virus son personnage parfait, qui reflète et réfléchit sa propre condition contagieuse. C'est à partir de cette expérience de re-vision historique que les auteurs regardent naître, tout au long de la filmo analogique de Soderbergh, et avant ce qui s'annonce comme son déchaînement numérique, leur principal concept, «l'image virale», dont l'assomption est au cœur de *Traffic* (2000), son film fort célébré sur le trafic de drogue. Dans chaque Soderbergh, une image malade, «trouée visuelle» qui «cristallise quelque chose de plus vaste qu'elle-même», vampirise le reste des images saines du film et les contamine progressivement, bouscule l'ordre du récit bien huilé et de la représentation bien réglée pour révéler ses mécanismes cachés. Chabert et Mercier font le portrait ambivalent, intéressant de Soderbergh en demiurge expérimental, en inventeur-casseur, anti-auteur au carré. C'est en se déconstruisant lui-même que le cinéma peut inquiéter le monde, même et surtout si c'est dans le but, mégalo-critique, de rivaliser avec lui.

LUC CHESSEL



George Clooney dans *Ocean's Eleven* (2001). PHOTO COLLECTION CHRISTOPHEL

STEVEN SODERBERGH, VOLUME 1 : LES ANNÉES ANALOGIQUES de CHRISTOPHE CHABERT et FRÉDÉRIC MERCIER, Mares éditeur, 332 pp, 22 €.

# CINÉMA/

## «Black Box Diaries», l'enquête sur les épaules

**Dans un documentaire à vif, la journaliste Shiori Ito retrace le combat très médiatisé pour faire reconnaître son viol dans l'ultramachiste société nipponne.**

T rès tôt dans le documentaire *Black Box Diaries*, les spectateurs devinent à quoi ils ont affaire : des images de vidéosurveillance montrent une jeune femme tenant à peine debout, péniblement extirpée d'un taxi par un homme qui la traîne ensuite vers l'intérieur d'un hôtel. La voix d'un autre homme se superpose à ces images, celle du chauffeur de taxi qui les avait pris en charge cette nuit-là, et qui se souvient que la jeune femme, à peine consciente, réclamait d'être amenée à la gare la plus proche et refusait de sortir du véhicule.

La séquence, dont la tension semble interminable tant on lui réclame intérieurement une autre issue, constituerait, pense-t-on naïvement, le genre de preuve capable de déclencher des poursuites contre l'auteur d'un viol par soumission chimique. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : une nuit d'avril 2015, Shiori Ito, 25 ans, alors stagiaire chez Reuters, dîne à Tokyo avec Noriyuki Yamaguchi, un journaliste plus âgé et connu, proche du Premier ministre, afin de parler d'un éventuel poste au sein de la chaîne TBS dont il dirige le bureau de Washington. Shiori Ito raconte s'être sentie mal après avoir bu un verre, et s'être réveillée



Au Japon, seuls 4 % des femmes victimes de viol osent porter plainte. KYODO REUTERS

dans une chambre d'hôtel alors que l'homme était en train de la violer. Elle s'est enfuie, et un autre calvaire a alors commencé : son combat pour faire enregistrer sa plainte et condamner l'homme.

**A visage découvert.** Le cas est désormais célèbre au Japon, Shiori Ito ayant convoqué une conférence de presse pour témoigner à visage découvert deux ans plus tard, lorsque

les poursuites contre Noriyuki Yamaguchi ont été abandonnées. Dans un pays où l'on estime que 4 % des femmes victimes de viol osent porter plainte, et où sa propre famille a déconseillé à Ito de le faire, une partie de l'opinion publique s'est déchaînée contre la journaliste. C'est alors qu'elle a commencé à se filmer, et à enquêter sur sa propre affaire. Le livre qu'elle en a tiré, *la Boîte noire*, a été traduit en France en 2019, et le film, *Black Box*

*Diaries*, a récemment été sélectionné aux Oscars, premier documentaire japonais à concourir dans cette catégorie.

**Stress post-traumatique.** Mêlant ses témoignages face caméra à des vidéos quotidiennes tournées sur smartphone, des conversations enregistrées parfois à l'insu des enquêteurs, et une opération commando pour interpellier la police, *Black Box Diaries* tient autant de l'enquête que du journal intime, Shiori Ito étant le prisme déterminant de l'histoire, tout à la fois le sujet et l'objet, la journaliste et la victime. Ce qui fait beaucoup, tous azimuts, le témoignage très à vif prenant parfois le pas sur la rigueur du récit, mais n'oubliant jamais de dézinguer le machisme de la société nipponne, sonder les répercussions à long terme d'un viol et les efforts universellement déployés pour décrédibiliser la parole des victimes. Après sa condamnation en première instance au civil (il a fait appel), Noriyuki Yamaguchi fit mine de s'excuser, et le voilà à l'écran, constatant, presque étonné, que Shiori Ito semblait souffrir de stress post-traumatique. Lui aussi s'empresse-t-il d'ajouter, déclenchant quelques rires aigres dans la salle. Si *Black Box Diaries* n'est toujours pas sorti au Japon, Shiori Ito, elle, a déménagé à Londres, et aura contribué à faire changer les lois antédiluviennes sur les violences sexuelles au Japon.

ELISABETH FRANCK-DUMAS

**BLACK BOX DIARIES** de SHIORI ITO (1h 42).

## «Reine mère» à la lueur du lourd

Malgré la verve de Camélia Jordana, la fable sociale installée dans la France des années 90 est trop inoffensive pour tomber juste.

S i l'héroïne d'*Un divan à Tunis*, le premier film de Manele Labidi, renouait difficilement avec sa Tunisie natale après avoir habité en France, *Reine mère* fonctionne en sens inverse. Des années après avoir quitté une famille tunisienne ai-

sée pour fonder la sienne à Paris, Amel peine toujours à concilier ses rêves de grandeur et son statut d'immigrée. Au grand dam de sa fille Mouna, la «reine mère» refuse de chercher du travail ou de quitter la capitale pour un logement social, même quand une expulsion menace de les mettre à la porte. Autour de ce personnage fantasque, animé par la verve de Camélia Jordana, *Reine mère* observe les éléments plus ou moins anodins qui participent, dans la France des années 90, à maintenir une barrière entre les Français installés depuis plusieurs



Camélia Jordana, la «reine» Amel. PHOTO KAZAK. FRAKAS PRODUCTIONS

générations et «les autres» ; c'est notamment *la Zoubida*, infâme tube signé Lagaf qui semble poursuivre Mouna, ou la phrase toute faite, enseignée à la jeune fille, qui veut que Charles Martel ait «arrêté les Arabes à Poitiers en 732». Ici s'arrête cependant la peinture

sociale, diluée dans une extravagance de façade qui, la faute à une mise en scène ratatinée, tombe souvent à plat. Charles Martel se matérialise par exemple sous les traits de Damien Bonnard auprès de Mouna, dont il devient l'ami imaginaire, orientant rapide-

ment *Reine mère* vers une fable plus guillerette mais plus superficielle. Le film n'est pas aidé par sa photographie, grossièrement saturée d'orange et bleu, qui rappelle celle des productions formatées qui apparaissent fréquemment sur les services de streaming.

*Reine mère* ressemble in fine à une sorte de téléfilm Disney, parfois sympathique mais surtout inoffensif.

CLÉMENT COLLIAUX

**REINE MÈRE** de MANELE LABIDI avec Camélia Jordana, Rim Monfort, Sofiane Zermani... 1h 33.





Renate Reinsve joue une mère de famille de plus en plus folle à mesure qu'elle est caractérisée.  
PHOTO TANDEM

## «La Convocation», grise de nerfs

**Primé au dernier Festival de Cannes, le premier long métrage de Halfdan Ullmann Tondel sur le lourd sujet du harcèlement scolaire est un exercice de style aussi poseur que déplaisant.**

En étrillant un film promis à rester – c'est son titre de gloire spécifique – comme le plus remarquable penum de l'année, on entend poser dans quelle mesure, selon quelle torture psychique, il ne va rien nous épargner. Après l'espoir d'une ouverture à fond les ballons en voiture, fixant dans le rétroviseur le reflet d'une femme racée monologuant au téléphone, la physionomie aussi nerveuse que sa conduite, *la Convocation* entame sa plongée accablée, pour deux heures. Il y a un moment qu'on n'avait pas eu ce sentiment d'abject au cinéma. Abject tenant essentiellement à la façon dont le film se paye la tête de ses personnages et des comédiens chargés de les interpréter. Leur tête d'abord au sens strict – la grossièreté des gros plans, le grisâtre des visages –, puis régler le compte

plus général d'une humanité avilie, d'une zone aussi grise, pour en tirer un bénéfice d'art et d'âme, une plus-value esthétique.

**Creux.** De quoi ça parle sinon ? Du lourd sujet du harcèlement à l'école. D'un élève (Armand, 6 ans, fils de la femme en voiture et arlésienne du film) accusé d'avoir agressé et peut-être violé un copain. La direction de l'établissement a, suivant la procédure, convoqué sa mère, Elisabeth, veuve, comédienne, de plus en plus folle à mesure qu'elle est ca-

**Il y a un moment qu'on n'avait pas eu ce sentiment d'abject au cinéma.**

ractérisée au forceps, dans le déni que son fils puisse s'être rendu l'auteur de tels actes. Avec les parents de la petite victime probable, dans le huis clos de l'établissement vide, un interrogatoire en règle se déroule. Le drame est aggravé de ce que tous se connaissent bien, le mari mort d'Elisabeth étant le frère de la mère plaignante – vous suivez ? En résumé, plus ça se complique, plus ça se complique.

Il est décidément pénible de voir un acteur, ici une actrice – Renate Reinsve, primée à Cannes pour *Julie (en 12 chapitres)* en 2021 –, tout donner à un film, qui se l'estime dû et ne lui rend rien. Reinsve, mode Actors Studio on, se lâche, s'abandonne à la mise en scène et ses caprices, elle croit au film, ça se voit, et acquiesce à tout et n'importe quoi : à de disgracieuses chorégraphies chichiteuses, à des champs-contrechamps aux silences étirés comme de vieux chewing-gums, aux phases maniaco-dépressives de tentation ou de mortification pour caractériser la «mauvaise femme» lapidée d'avance, chargée à bloc.

Le pedigree revendiqué de l'auteur de ce premier long, Halfdan Ullmann Tondel, petit-fils de Liv Ullman et Ingmar Bergman, aggrave

son cas : le grand théâtre de la cruauté de grand-papa qui accouche de mauvais théâtre, c'est creux.

**Méchanceté.** Ou alors il fallait beaucoup aimer les poses de Haneke, ou les signifiées de Trier, les effets coquets de grande méchanceté envers ses personnages et le monde entier, pour se

résoudre à décerner au film la caméra d'or : au dernier Festival de Cannes, Emmanuelle Béart et son jury ont dû tomber dans une espèce de faille maso-temporelle, on ne voit pas trop d'autres explications. Aussi difficile à suivre jusqu'au bout qu'un album de jazz-rock progressif, planant dans l'éther artistique et ses nappes de synthé,

*la Convocation* atteste que les sujets lourds donnent des films rarement légers. Des psychodrames, soit, mais pas des pachydermes, par pitié.  
**CAMILLE NEVERS**

**LA CONVOCATION** de HALFDMAN ULLMANN TONDEL avec Renate Reinsve, Ellen Dorrit Petersen... 1h57.

Musée de l'Armée Invalides

**EXPOSITION**  
**26 FEVRIER - 22 JUIN 2025**

# UN EXIL COMBATTANT

**LES ARTISTES ET LA FRANCE 1939-1945**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CIC LEPAPE

musee-armee.fr

#ExilCombattant

### VITE VU

**PARTHENOPE** de PAOLO SORRENTINO avec Celeste Dalla Porta, Stefania Sandrelli, Gary Oldman... 2h16.

On garde le souvenir de la projection de *Parthenope* à Cannes, dans une ville déjà largement dévolue aux yachts et palaces, à une sorte de dolce vita cramée aux UV et à la chirurgie plastique, d'une vaste publicité pour une réalité alternative où tout n'est que luxe, calme et volupté. «Etes-vous consciente des perturbations que votre beauté provoque ?» lance au personnage principal, interprété par l'actrice et mannequin Celeste Dalla Porta, un écrivain au bout du rouleau (Gary Oldman). C'est le genre d'adversité extrême, outre la météo affreusement ensoleillée,

à laquelle, fille née et grandie dans une villa somptueuse à Capri, Parthenope s'affronte tout en changeant de tenues (le film est coproduit par Saint Laurent) à tous les plans. On est un peu au-delà de tout ce qu'il est possible d'imaginer comme synthèse ultime du *male gaze* et du delirium bourgeois. Sorrentino, c'est le Visconti de l'ère Instagram et, suivant l'adage qui veut que les riches font rêver les pauvres, il déroule, entre nonchalance autosatisfaite et sensualité de salle de bains en marbre, un ample tableau de séduisantes inepties complètement hors-sol. Si on le voit comme une comédie, on ne passe pas un mauvais moment...

**DIDIER PÉRON**



Le film a été intégralement tourné en mandarin.  
PHOTO NOUR FILMS

## «Blue Sun Palace», âmes seules

**Autour des employées d'un salon de massage chinois dans le Queens, Constance Tsang signe un récit de deuil hypersensible et vaporeux.**

Ça n'a l'air de rien comme ça. Une scène de dîner dans un restaurant, captée dans le temps long, presque embarrassé d'un plan-séquence, où deux amants se donnent la becquée en pouffant. Un réveil dans la lumière filtrée des stores où les mêmes se font des promesses à mi-voix. L'intimité de deux copines qui s'échangent des ragots à la pause déjeuner. Mais Constance Tsang parvient à gonfler ces scènes de toutes les dimensions et textures d'un cinéma hypersensible,

réglant leur rythme amorti sur la vitalité de chaque personnage, nous les rendant proches sans trop venir déranger leurs secrets.

Didi, employée dans un salon de massage, fréquente un homme en cachette, immigré chinois comme elle, marié mais dont la femme est restée au pays. Elle vit avec ses collègues, qu'elle aime comme ses sœurs. Sa disparition brutale vient casser le film au premier tiers, quand une tragédie l'emporte et laisse sa meilleure amie, Amy, orpheline. Le bouquet de personnages se fane. Le film n'y laisse pas la douceur pastel de son trait, mais se fonde dans la sidération de l'absence, au risque de s'y engourdir. Avec l'homme endeuillé qui continue de hanter le salon de massage, Amy cherche le mode de relation qui pourrait les consoler. Elle fréquente avec

lui les lieux de son idylle avec Didi, trouvant un asile pour leur chagrin dans une salle de karaoké.

Au fait, ça se passe dans le Queens, à New York. Une réalité urbaine érudite à l'écran, à peine soufflée par un ou deux échanges avec les clients américains du salon, quand la totalité du film respire dans le cocon de la communauté et dialogue en mandarin. On y trouvera quelques notations aiguës, comme ce panneau «*Pas de prestation sexuelle*» à l'entrée du commerce, indice des affronts de la clientèle qu'essuient ces femmes tous les jours. La cinéaste, qui filme son quartier natal, se fait l'observatrice d'états discrets de l'exil contemporain. Procédant par imprégnation vaporeuse, *Blue Sun Palace* ne vise jamais l'ampleur du théorème ou du panorama circonstancié sur l'immigration, s'offrant avec la touchante modestie d'une aquarelle.

SANDRA ONANA

**BLUE SUN PALACE**  
de CONSTANCE TSANG avec Wu Ke-xi, Lee Kang-sheng... 1h56.

## «Berlin, été 42», être libre ou mourir

L'actrice Liv Lisa Fries donne corps et âme à l'une des résistantes anti-nazis qui seront décimées par la Gestapo.

Elles portent des robes grises. Elles sont les condamnées à mort pour sédition du régime nazi. Parmi elles, Hilde Coppi, membre du «*Rote Kapelle*», groupe dissident nommé par le III<sup>e</sup> Reich et perçu par Hitler comme un réseau d'espionnage au service de l'URSS – en réalité, un cercle de résistance restreint, aux actions presque dérisoires, tels le collage d'affiches ou l'envoi de lettres aux familles de soldats de la Wehrmacht faits prisonniers en Union soviétique. Arrêtée par la Gestapo en même temps que son époux Hans Coppi en septembre 1942, Hilde passera un peu moins d'une année en prison. Elle y accouchera d'un fils, l'historien Hans Coppi Jr., le sauvera de l'inanition. Après un procès sommaire, elle sera décapitée en août 1943.

*Berlin, été 42* (titre malheureux, car prêtant à la confusion avec

le splendide *Un été 42* de Robert Mulligan, sorti en 1971, pourtant préféré à l'original tiré de sa dernière lettre, «*In Liebe, Eure Hild*») raconte les mois d'emprisonnement de la résistante et l'idylle avec Hans et le dernier regain d'espoir par l'action, sur les bords des lacs de Berlin ou attablés à des restaurants. Sec, dépourvu de musique et de la moindre afféterie, le film de Dresen lévite juste au-dessus de ce qu'il aurait pu être, un film dossier sans âme, son âme de film justement portée par l'étonnante Fries, qui rend à l'icône résistante, célébrée en Allemagne, sa chair et son humanité inquiète, puis dévastée, enfin épouvantée. Dur et beau.

OLIVIER LAMM

**BERLIN, ÉTÉ 42**  
d'ANDREAS DRESEN  
avec Liv Lisa Fries... 2h12.

## «The Last Showgirl», hélas Vegas

**Pamela Anderson incarne une danseuse sénior poussée vers la sortie dans le long métrage de Gia Coppola, plus opportuniste que percutant.**

Nicole Kidman dans *Babygirl*, Demi Moore dans *The Substance*, et maintenant Pamela Anderson dans *The Last Showgirl*, le troisième long métrage de Gia Coppola (petite-fille de Francis et nièce de Sofia). Il semblerait que la recette infuse dans le cinéma d'auteur américain, qui consiste à convoquer une figure d'ex-sex symbol de la fin du XX<sup>e</sup> siècle pour confronter son corps et sa psyché à l'empire des nouvelles générations et à leurs valeurs supposées (jeunisme, productivisme, cynisme), tout en affirmant un regard féministe sur ces femmes trop longtemps sacrifiées sur l'autel du star-system. D'ailleurs, Demi Moore incarne une actrice dans *The Substance* et Pamela Anderson une danseuse de cabaret de Las Vegas; leurs personnages sont donc des femmes au carré, habituées à transformer en dollars leur plastique et qui se trouvent soudain confrontées aux affres de la retraite anticipée.

La première scène, un flash-forward, est peut-être la meilleure du film, en tout cas une bonne façon de présenter Shelly: une audi-



Pamela Anderson montre la vulnérabilité de son visage abîmé. PHOTO SONY PICTURES

tion qu'elle s'apprête à rater lamentablement, intimidée comme si c'était son tout premier casting et n'osant dévoiler son âge véritable. Qui n'aurait pas vu le récent documentaire Netflix *Pamela, a Love Story*, succès de la plateforme en 2023, et n'aurait plus suivi l'actrice que par écrit, lorsqu'elle défendait Jean-Luc Mélenchon sur Twitter, découvrir

pour la première fois la voix fragile d'Anderson, la vulnérabilité de son visage abîmé dont les retouches chirurgicales ne font qu'une chose, stabiliser à même la peau le temps qui a passé.

On se dit qu'un film peut tenir sur cette façon émouvante de continuer à sourire alors qu'on est au bord des larmes. Mais *The Last Show-*

*girl* se contente par la suite de dérouler le récit convenu du dernier tour de piste (le show dans lequel Shelly danse depuis des décennies va s'arrêter), de la résilience (entre bonnes copines, aucun méchant n'étant jamais désigné, sinon sous l'idée facile que Vegas essorait les siens) et de la réconciliation (mère absente, Shelly renoue avec sa fille). Cette veine mélodramatique ne permet pas de saisir le regard que Gia Coppola pose sur son personnage, au point qu'on la soupçonne d'un certain opportunisme qui l'aurait fait choisir Pamela Anderson afin de brandir la carte des paillettes malgré tout, et de jouer à la fois sur le tableau du *care* et sur celui du *freak show* – à cet égard, la séquence où Jamie Lee Curtis entonne, juchée sur une table de casino, *Total Eclipse of the Heart*, constitue un sommet de gêne.

Si la vague des films sur les seniors et seniors doit continuer de déferler, on attend celui qui saura injecter l'humour qu'il faut pour prendre réellement le parti du personnage (en son temps, et sur un sujet finalement proche, Paul Verhoeven signait le mordant *Showgirls*) et ne pas se contenter d'un conformisme finalement assez peu honnête qui place les femmes filmées au cœur d'injonctions contradictoires.

LAURA TUILLIER

**THE LAST SHOWGIRL**  
de GIA COPPOLA avec Pamela Anderson, Jamie Lee Curtis, Dave Bautista... 1h29.





Stefania, ado  
et activiste  
écoféministe.  
PHOTO TAJINE  
STUDIO

## GINÉMA

# «Jeunesse imaginaire», toile de lutte

**La Roumaine Ruxandra Gubernat signe un docu-manifeste plein d'espoir qui suit trois jeunes de son pays à la recherche d'un avenir meilleur.**

Des nouvelles de la Roumanie? Pas tellement. Des nouvelles de la jeunesse roumaine, non plus, malgré le titre affichant sa généralité majestueuse. *Jeunesse imaginaire* est plutôt un docu-manifeste, léger et au pas de charge, se moulant aux formes en boucles quotidiennes des vidéos

Instagram ou Tiktok de ses protagonistes : c'est un film-tract pour une jeunesse au présent, en son nom éternel, c'est le journal de grandes espérances de deux filles impatientes et d'un garçon qui se la raconte. Una d'abord, actrice de théâtre en herbe, bouille brune amène et pas froid aux yeux, issue de la classe

moyenne; Habet, beau gosse hâbleur qui enchaîne le flow stylé de son hip-hop, aux parents roms, indocilité et déterminisme; Stefania, activiste écoféministe, avec sa mère dépassée, modeste et de bonne volonté, qui déteste le système éducatif de son pays comme les deux autres, et comme eux, aspire à de grandes études, loin à l'étranger. La réalisatrice les suit à différents degrés de révolte, sur six années.

**Saute-mouton.** Entrelaçant à partir de 2018 les changements à vue comme les temps suspendus des mois de Covid, Ruxandra Gubernat emboîte le pas des trois jeunes qui se côtoient, vivant dans des mondes différents. Elle joue à saute-mouton entre différents milieux et plusieurs lieux, mais une seule révolte. Jeunesse éternelle des vies courroucées, rebellées contre l'autorité, les parents, la société. Ces truismes et cette liberté, le film a la modestie de les regarder sans cynisme,

dans la conviction que chaque génération a de quoi réinventer la vie, résister au monde qui l'accueille et veut l'avaler, ne se lassant jamais d'espérer qu'elle triomphe.

**Fluidité.** Une pancarte «*Keep calm and panic*» surgit au détour des plans, double injonction et diapasone des trois protagonistes, dans cet état cool mais pas cool d'être jeune et d'imaginer sa vie, d'échouer (à une candidature), de glisser (dans le découragement), de se perdre (dans la drogue). Pour fuir mieux, il y a la fluidité, le vol, l'exil. *Jeunesse imaginaire* est un film en survol et de désinvolture, enregistrant ce qu'il faut d'aimable et insolent (ne jamais s'appesantir) et de pataud répétitif (les envolées cut sur les musiques au mètre), pour coller à ses trois sujets, trois beautés de l'âge ingrat.

**CAMILLE NEVERS**

**JEUNESSE IMAGINAIRE**  
de RUXANDRA GUBERNAT 1h 24.

# «Les Loups», dans le bestiaire du temps

Isabelle Prim mêle avec inventivité l'histoire réelle d'un hôpital psychiatrique à celle de la bête habitant les forêts du Gévaudan environnantes.

Dans l'histoire du château de Saint-Alban (Lozère), on trouve de l'extraordinaire. Non seulement, transformé en asile puis en hôpital psychiatrique, il a été un des hauts lieux de l'élaboration d'une psychothérapie nouvelle, dite institutionnelle, à partir de 1940, sous l'impulsion du psychiatre espagnol en exil François Tosquelles, où les patients, plutôt que d'être enfermés, participaient à la vie collective... Mais encore, au XVIII<sup>e</sup> siècle, une bête mythique et réelle (ou plusieurs) rô-

dait dans les forêts du Gévaudan environnant et tuait les enfants : pour l'arrêter, des chasses s'organisaient à partir du château... Découvrant que les fous de la première histoire extraordinaire jouaient chaque année, au club de l'hôpital, une pièce de théâtre inspirée de la seconde - la traque de la Bête -, la cinéaste Isabelle Prim (autrice de fictions hybrides comme *la Rouge et la Noire* et *le Souffleur de l'affaire*) en a tiré *les Loups*. Soit la reconstitution gigogne de ces his-

toires qui se rejouent les unes les autres, par la bande, à plusieurs bandes, meutes ou troupes : avec entre autres les bêtes de scènes Raphaël Thiéry, Charlotte Clamens, Marc Susini, et même Silvia Lippi - la psychanalyste féministe coautrice du manifeste *Sœurs*, qui joue ici le rôle de Tosquelles, ou plutôt une version parallèle du grand homme réécrite par le son de ses hauts talons sur les planches. Monté de bric (collage) et de broc (hanté), comme on monte un film (par addition et soustraction de matière) ou une pièce (par multiplication de lignes d'erre), *les Loups* est le spectacle d'une pensée, celle d'un ciné-monstre, légendaire et familier comme la bête, et pouvant accueillir, dans sa forme inventive, un peu le tout-garou qui sort de l'ordinaire en direction des bois...

**LUC CHESSEL**

**LES LOUPS**  
d'ISABELLE PRIM  
avec Raphaël Thiéry,  
Charlotte Clamens... 1h 34.



ECCE FILMS

**L'EXPO**

**DI**

**SCO**

**I'M COMING OUT**

14 FÉVRIER  
17 AOÛT 2025

**PHILHARMONIE DE PARIS**  
MUSÉE DE LA MUSIQUE

MINISTÈRE DE LA CULTURE  
PARIS  
SACEM  
CLARIN  
RATP  
MUSEUM  
TC  
EUROVE  
L'OPÉRA  
ESUGI  
KONAMI  
L'ÉCOLE DE LA MUSIQUE  
inter

# Top départ

**Isack Hadjar** Le jeune pilote français au caractère affirmé fait ses débuts en Formule 1: le fan du dessin animé «Cars» va pouvoir se mesurer à ses super-héros.



**P**osé sur un grand tabouret, Isack Hadjar demande une minute: il se commande à déjeuner en tapotant sur son cellulaire. Dans les locaux de Red Bull, à Paris, où tout le monde est à la cool en apparence (sweats à capuche et cheveux faussement décoiffés), le pilote enchaîne les entretiens. Une attraction. Isack Hadjar, 20 ans, fera ses débuts dimanche en Formule 1, à Melbourne en Australie, sous les couleurs de Racing Bulls. L'écurie est l'équipe satellite de Red Bull Racing, qui lance des jeunes pilotes dans le grand bain, les champions de demain. Helmut Marko, personnage influent dans le paddock, responsable de la filière des jeunes pilotes chez Red Bull, surnomme Hadjar «Petit Prost». Isack Hadjar change de planète. Il en a pris conscience lorsqu'il a visité l'usine où est fabriquée sa monoplace. «C'était un peu gênant, dit-il. Il y a 700 employés qui travaillent uniquement sur ma voiture. Certains pourraient être mes parents. Je le savais déjà, mais ça m'a rappelé que j'étais dans une position très privilégiée.» Le Français emploie un mot courant dans le nouveau monde, qui reviendra souvent, tout au long de notre discussion, pour décrire ses ambitions: «Projet.» Le pilote est en mission: il vise très haut. Son père (chercheur

en physique), sa mère (directrice des ressources humaines dans une grande entreprise), sa grande sœur (qui étudie le droit à Londres), son coach personnel et son préparateur mental forment le premier cercle du «projet».

Tout petit, le tourment de sa vie apparaît à la télé. Isack Hadjar fait une rencontre qui chamboule tout: le personnage principal du dessin animé *Cars*, Flash McQueen. Une voiture de course rouge qui roule à fond la caisse. Isack Hadjar, minuscule de maternelle, reste scotché. Il est illico emporté

par la «vitesse et la course». Flash McQueen devient un compagnon imaginaire. A la même période, le daron Hadjar fait du karting avec ses potes. Une passion et des tours de piste sans grande ambition. Un passe-temps. Son rejeton le tanne pour prendre le volant. Isack Hadjar enfle le casque à 5 ans. «Je me souviens très bien de cette première fois dans un karting: le bruit, la vitesse et les vibrations. Je me suis tout de suite senti à ma place.» Le gamin tombe dans la marmite. Il met la pression à son père pour retourner au karting. «Ça a payé.» Il prend une licence à l'école de la Porte de la Chapelle, à Paris, qui donne des cours un dimanche sur deux aux minots. Les moniteurs glissent très vite au daron cette petite phrase qui

change tout: «Votre fils a le truc.» Le plaisir se transforme en ambition. Il débute la compétition trois ans plus tard. Pénalisé par sa petite taille, il est souvent installé sur des engins modifiés pour correspondre à sa morphologie (il mesure aujourd'hui 1,67 m). «Je n'ai pas eu un parcours simple. Pour en arriver là, j'ai dû faire à chaque fois la différence.» Le pilote se balade dans le monde depuis son enfance. Une vie en décalage horaire et dans les airs. Il habite partout. Actuellement, sa résidence principale est à Faenza, en Italie. «La notion de pays disparaît à force de bouger, explique le Parisien de naissance. Un mode de vie qui m'a ouvert l'esprit. Je n'aime pas mettre de frontières.» Son père est né à Alger, sa mère à des origines libanaises. Lui aime la nourriture, les mangas et le circuit de Suzuka au Japon.

Un documentaire a été consacré à Isack Hadjar sur Canal +, *le Feu intérieur*. Une référence à son tempérament. Le pilote bouillonne. Il ne supporte pas la défaite et les pépins mécaniques. Il cache rarement ses émotions. Ça se voit à l'image: il se fâche tout rouge à la radio avec ses équipes après une sortie de route. Un caractère qui fait causer dans un milieu élitiste et aseptisé. Il assume et «regrette» le temps ancien, celui qu'il n'a pas connu: une époque où les caractères étaient explosifs, et la concurrence entre les coureurs affichée. «Ça fait quinze ans, depuis le premier jour où je suis monté dans un kart, que je bosse comme un fou, dit-il. Je fais tellement d'efforts pour être au niveau que je vis mal les péripéties extérieures. Après, c'est vrai que j'ai mon caractère.» Isack Hadjar parle tous les jours avec ses équipes – même durant les jours de congé. Ils ont appris à le connaître. «Tu fais en sorte d'avoir moins de coups de chaud? – Oui, mais c'est mon côté algérien qui prend le dessus [il a la double nationalité].

J'ai le tempérament DZ [synonyme d'algérien]. – Concrètement, ça veut dire quoi? – J'ai un menton très solide, le sang chaud, un franc-parler et je suis courageux.» Le pilote ne cherche pas à raconter une belle histoire comme dans les films. Il ne se la joue pas. Celui qui prépare rarement ses entretiens avec les médias n'esquive rien. Isack Hadjar maîtrise l'exercice, à l'aise, mais il ne le kiffe pas; surtout avant une course. Cheveux noirs, tee-shirt noir, pantalon noir, sourire malicieux. Toujours posé sur le grand tabouret, il répond du tac au tac.

«Tu deviens un autre quand tu enfiles le casque? – J'entends parfois des pilotes dire ce genre de trucs, genre ils changent de personnalité sous le casque, mais ce n'est pas mon cas. Je fais tout pour rester le même. – C'est-à-dire? – Au volant, comme dans la vie, je suis lucide et conscient. Je ne me déconnecte jamais parce qu'il ne faut jamais perdre le contrôle de soi.» Le Parisien roule pour graver son nom. Pas pour être une «star à la con» qui s'affiche en premières pages des magazines après des frasques nocturnes ou une rupture amoureuse. Isack Hadjar aimerait devenir un pilote populaire; être «accepté par le peuple comme Mohamed Ali» (la montagne est très haute) après ses prises de position et sa lutte pour l'égalité. Le *rookie*, qui est fan des sports de combat, surtout de la boxe, sait que la route qui mène à la réalisation de son «projet» est longue, sinueuse et pleine d'embûches.

Ça charbonne dur. Isack Hadjar ne débranche jamais la prise. «Accro», il passe ses journées à regarder des vidéos de caméras embarquées dans les monoplaces. «La course prend trop de place. Mon esprit est tellement tourné vers la F1, explique le célibataire. Je n'ai pas le temps de faire ou de penser à autre chose.» Il profite de ses courtes vacances pour partir avec sa grande sœur au soleil. De temps en temps, il croise les potes qu'il a réussi à se faire au collège ou à l'école de karting. «Tu as peur de quoi? – Dans la vie? De décevoir mes parents. – Est-ce que tu crois en Dieu? – Oui. – Tu crois en autre chose? – En moi!»

Dimanche, à Melbourne, Isack Hadjar sera en piste contre Lewis Hamilton, Max Verstappen, Fernando Alonso et les autres. Avant de plonger, il se frotte les yeux pour y croire. «C'est tellement bizarre. C'est les mecs que je regarde à la télé depuis que je suis né. Ces pilotes sont mes super-héros. Et aujourd'hui, je suis face à eux.» Il trouve ça «fou et beau», mais il ne compte pas faire la groupie. En Australie, il y aura un seul absent sur la piste. Le premier de ses héros; celui qui lui a filé le truc: le fameux Flash McQueen. ♦

Par **RACHID LAÏRECHE**  
Photo **JÉRÔME BONNET**

## LE PORTRAIT